

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

3,80 YTL - 2 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le Journal francophone de la Turquie - numéro 44, Décembre 2008



Politique



Michel Rocard

Rencontre avec le député européen, ancien Premier ministre, qui explique pourquoi l'UE devrait accueillir la Turquie en son sein.

Page 7

Économie



Selda Atik

Docteur en économie et chercheur à l'Université de Başkent, elle analyse la crise financière et s'interroge sur l'avenir du sarko-socialisme en Europe.

Page III

Tourisme



Başaran Ulusoy

Président de l'Union des agences de voyages, il nous parle du secteur du tourisme turc et de ses atouts face à la crise économique qui s'annonce.

Page IV

Tout en restant un pays du Proche-Orient, la Turquie doit aussi être reconnue comme un pays européen

De tendance centre droite, il est le doyen et l'un des témoins privilégiés de l'histoire de la Turquie depuis 50 ans tout en y jouant un rôle actif. Ancien président de la Grande Chambre des représentants de Turquie, Hüsametdin Cindoruk analyse l'histoire récente et la politique de la Turquie.

Pouvez-vous nous dire votre point de vue sur la politique extérieure de la Turquie depuis 2002 ? Y a-t-il eu un changement d'orientation ces dernières années ?

La Turquie a effectivement connu quelques écarts dans sa politique extérieure traditionnelle, mais elle poursuit les lignes générales de la politique étrangère du pays qui prévaut depuis 85 ans. En Turquie, c'est au ministère des Affaires étrangères que je fais le plus confiance. C'était aussi le cas lors de la période ottomane et, à la fin de l'Empire, les plus grands personnages étaient ceux du ministère des Affaires étrangères. Ce ministère a joué un rôle de premier plan lors des négociations avec l'Europe et l'attention et la compétence de la période ottomane se poursuivent encore de nos jours. Les Affaires étrangères turques ont formé des diplomates éminents et les accords tels que ceux de Montreux, de Lausanne, Londres, Zürich sont des succès remportés par les Affaires étrangères turques. La politique extérieure est proche de l'Eu-

rope, grâce à son prestige, et ce rapprochement existe depuis la période d'Atatürk car la civilisation moderne dont parlait Atatürk était l'Europe, la Turquie ne remarquait pas à l'époque les États-Unis ou le Japon. Quand je parle d'écarts, je pense aux aventures en-



Hüsametdin Cindoruk

treprises pour combler les vides laissés par la distension des relations avec l'Europe depuis 1999. La plus grande erreur que je combats est le fait de faire fonctionner la politique extérieure turque comme celle d'un

pays du Proche-Orient alors qu'elle ne doit pas être comprise dans le cadre du Projet du Grand Moyen-Orient, ce projet allant à l'encontre des principes de la Turquie, qui se tournait déjà vers l'Europe lors de l'Empire ottoman. Sans ignorer les réalités de l'Est, la Turquie s'ouvre à l'Ouest : on retrouve dans le Tanzimat, le Islahat, la Constitution de 1876, l'influence juridique du continent européen, vers cette civilisation. La Turquie a fermé avec déception la page du Proche-Orient. Elle ne s'est pas coupée de cette région, elle reste un pays du Proche-Orient, mais elle doit être un pays européen. La Turquie a entrepris des réformes pour entrer dans l'Europe – aujourd'hui, on appelle cela les critères de Copenhague – a adopté le droit civil, le droit du commerce, le Code pénal des pays européens. Elle a donné les droits aux femmes bien avant la plupart des pays, les calendriers sont les mêmes, l'alphabet est latin,...

(lire la suite page 3)

Bertrand Delanoë, « le Maire du monde » en visite à Istanbul

Invité d'honneur au Palais de France d'Istanbul samedi 29 novembre par l'ambassadeur français Bernard Emié, M. Delanoë, maire de



Bertrand Delanoë

Karagöz et Hacivat : Le jeu d'ombres turc traditionnel

C'est un théâtre humoristique, satirique, composé de marionnettes dont les ombres sont projetées sur un écran blanc.



(lire la suite page 8)

Que s'est-il passé ?

Une lettre nous a été adressée il y a peu... Elle contenait quatre lignes, et trente mots. Que disait-elle ? Le seul journal



* İnci Kara

(lire la suite page 3)

Le Moulin Rouge : le plus ancien cabaret parisien



(lire la suite page 9)

Pierre Lellouche, l'atout français de la Turquie

Le député de Paris Pierre Lellouche a accordé un entretien à notre directeur de la publication Hüseyin Latif et notre rédactrice en chef Mireille Sadège, dans lequel il nous a parlé de la mission qui lui a été confiée : relancer les relations franco-turques. Qui mieux qu'un ardent défenseur de la cause turque pouvait entreprendre une telle initiative ? Et qui mieux qu'un journal qui travaille depuis 4 ans à marier la France et la Turquie pouvait aller à sa rencontre ?

Car cet L'avocat de formation, Pierre Lellouche est entré dans un véritable plaidoyer en faveur d'une Turquie européenne et il est conscient que le chemin sera long avant d'y arriver. La France s'est toujours peu occupée de la Turquie, sauf pour ce qui concerne le tourisme, reconnaît M. Lellouche, mais cela doit changer. Tous ceux qui veulent un jour voir la Turquie dans l'Europe le

(lire la suite page 7)



Pierre Lellouche

Aujourd'hui
la Turquie

Sommaire
de Décembre 2008

P. 2 Est-ce seulement la couleur du président qui change aux États-Unis ?
P. 4 France-Syrie : un jeu à somme nulle
• L'immigration retrouve sa mémoire en France
P. 5 • La Turquie et le projet de l'Union pour la Méditerranée
• Lyon, c'est pour quand ?
P. 6 • La « feuille de route » mettant en avant les priorités de la Turquie
• ALT Türkçe / L'UE juge et partie

P. 7 Le pourquoi de l'hostilité française à la Turquie européenne
P. 8 « Le violoncelle dévoile l'esprit de l'Anatolie »
P. 9 Ezginin Günlüğü a 25 ans
P. 10 Dernière minute, l'éthique du journalisme
P. 11 Uludağ : ses sommets neigeux, son eau gazeuse...

Supplément gratuit
pages I à IV

ALT
économie

Est-ce seulement la couleur du président qui change aux États-Unis ?



* Mehmet Seyfettin Erol

On connaît enfin la couleur des élections aux États-Unis. Le nouveau président est quelque part le nouvel espoir pour remédier aux mauvais tourments des États-Unis dans le monde et restaurer leur charisme détérioré. C'est du moins la présentation que les spécialistes de la communication en ont faite à l'opinion publique américaine et mondiale.

À tel point que le nouveau président manque seulement d'une baguette magique (ou plutôt d'un « bâton magique », qui conviendrait mieux à la politique extérieure américaine). Même s'il ne dispose pas de cette baguette magique, il possède des phrases magiques qui lui ont permis d'attirer ses électeurs, comme « le changement »... En réalité, tout le processus à venir est masqué derrière ce mot.

Enfin, un des plus importants journaux des États-Unis, USA Today, le journal français Libération et la BBC, parmi tant d'autres, ont fait entendre au monde entier que « le changement était venu » avec la victoire électorale d'Obama. Il traduit une réelle attente de changement dans de nombreux domaines allant de la politique économique à la politique extérieure des États-Unis.

La diminution de taille des pizzas et des hamburgers a fait élire Obama !

Obama doit sa victoire à Bush et à l'équipe « néo-con ». Si l'économie américaine n'avait pas vécu une aussi grande crise ces derniers temps en raison de cette équipe incompétente, le peuple américain aurait continué à courir après le rêve du « Grand Empire américain » et la prospérité qui le suivrait, tout comme il y a quatre ans. Ils ont commencé à crier « Hey Obama, sauve-nous ! » lorsque la taille des pizzas et des hamburgers a commencé à diminuer et que le prix de l'essence a augmenté.

Ainsi, le retour au vieux rêve américain avec Obama forme la plus grande nostalgie pour le citoyen américain moyen. Autrement, un

peuple qui a du mal à montrer sur la carte son propre pays, qui connaît peu de choses en géographie et en politique extérieure, n'a que faire de l'Afghanistan, de l'Irak ou de la Turquie.

C'est pourquoi l'analyse du journal anglais The Times attire notre attention pour sa justesse : « [...] les élections ne sont pas seulement les indices des attentes, de l'énergie, de l'enthousiasme des États-Unis, mais aussi de la peur d'un pays qui attend à l'intersection de l'histoire ».

Obama n'est pas un magicien !

Dans un environnement où le rêve américain semble aller vers sa fin, les blancs et les noirs du pays espèrent que cela ne se transformera pas en cauchemar. C'est la raison pour laquelle les Américains ont voté Obama. Dans le cas contraire, ils étaient conscients que la crise du pays pouvait enterrer l'Empire américain dans les profondeurs de l'histoire. Ainsi, le monde entier, le peuple américain en premier lieu, attend beaucoup de choses du nouveau président.

Le poids sur les épaules d'Obama s'alourdit davantage sur ce point. Des journaux comme The Independent ont proclamé : « Obama va prendre la direction d'un pays qui patauge dans la boue en Afghanistan et en Irak, et qui est décimé par les problèmes économiques ».

Cela revient à dire qu'il faut reconstruire un pays, tant du côté institutionnel que spirituel. L'inquiétude principale repose d'ailleurs ici... Le magicien Obama pourrait rester en-dessous des attentes et de la construction et décevoir le monde, parce qu'il est la source de l'espoir. Le travail d'Obama n'a rien de facile !

D'un côté, il va sauver les États-Unis de la crise où ils sont empêtrés, d'un autre côté il va être un espoir de paix pour l'humanité et redorer l'image des États-Unis, détériorée dans le monde entier. Autrement dit, il sera soit Batman ou Superman, ou, comme l'a dit le leader raciste russe Jirinovski, le Gorby des États-Unis (en parlant de Gorbatchev qui a amené l'effondrement de l'URSS)...

Il y a une telle ambiance après les élections que l'on croirait que les États-Unis ont renoncé à leurs objectifs mondiaux et que les tours se sont écroulées pour rien. Au lieu de débarquer en Californie, les GI's ont débarqué à Bassora. Pourtant, ce n'est pas si simple. Même si Obama répète sans cesse qu'ils renonceraient à leur amour pour l'Irak, une autre voix dit que cet amour ne s'achèvera pas.

Zebari, le ministre des Affaires étrangères irakien, a déclaré qu'ils n'attendaient pas de changement dans la politique irakienne de la direction américaine à court terme. Il ajoute : « La victoire historique d'Obama est une occasion de créer un partenariat réussi entre nos deux pays. »

Le travail d'Obama ne sera pas facile en politique extérieure !

Zebari a raison : même si Obama le voulait, il ne pourrait rien changer dans l'immédiat. L'architecte de la politique extérieure actuelle est le Pentagone, qui est encore debout sans faiblir, et qui a sans doute conclu un consensus pour permettre l'élection d'un noir à la Maison-Blanche. La seule chose qui a changé à Washington pour le moment, c'est le président, et pas la mentalité du « Grand Empire américain » !

Voici ce que l'on peut dire sur les lignes générales de la politique extérieure :

- Obama n'est pas un leader mondial, comme on l'a insinué, mais un exemple de néo-nationaliste américain typique qui dira « D'abord l'Amérique ». Autrement dit, Obama a remplacé le bâton de Bush par la carotte.

- La priorité des États-Unis sera d'assurer à nouveau le soutien de l'opinion publique nationale et internationale qu'ils ont perdu

- Pour cela, contrairement à Bush et son équipe de faucons « néo-con », Obama et son équipe remettront des partenariats multiples au centre de leur politique extérieure. Ainsi, Washington, critiqué pour ses positions et sa politique unidirectionnelles, pourra commencer un nouveau processus de collaboration orientée selon la volonté des États-Unis.

- La crise financière venue des États-Unis a poussé Washington à chercher de nouvelles collaborations et un nouveau processus se fait jour avec l'UE.

- Le champ de lutte anticoncurrence des États-Unis montre une tendance à glisser du Proche-Orient vers l'Eurasie et c'est pourquoi on attend des évolutions importantes sur l'axe mer Noire-Caucase et Afghanistan-Pakistan. Cette nouvelle stratégie permettrait d'encercler la Russie et l'Iran.

- On est certain à présent que la raison du problème général des relations turco-américaines n'est pas périodique mais structurelle. C'est pourquoi un changement radical dans ces relations n'est pas à attendre à court ou moyen termes.

- Aussi, il ne sera pas si facile pour le nouveau régime de prendre des décisions et d'agir à l'encontre de la Turquie sur des sujets comme le prétendu génocide, Chypre... Ces problè-



mes resteront dans la main des États-Unis comme une « Épée de Damoclès » contre la Turquie. Une situation contraire amènerait un effondrement de tous les ponts entre les deux pays et la Turquie figurerait alors dans « le nouveau monde ».

- Dit autrement, la Turquie n'est plus la Turquie du temps de la guerre froide et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Dans la période de l'après-guerre froide, la politique extérieure à multiples dimensions et centrée sur une profondeur stratégique a permis de renforcer massivement la main d'Ankara. Ainsi, chaque pas réalisé par Washington qui irait à l'encontre des intérêts de la Turquie, doit être mûrement réfléchi.

- Il est important pour Washington d'obtenir le soutien de la Turquie ou au moins de protéger l'état actuel de sa politique dans laquelle l'Eurasie aura une place importante dans la prochaine période. Washington n'aimerait sûrement pas être opposé à Ankara dans une période aussi sensible.

- Ce n'est donc pas à la Turquie, mais aux États-Unis d'être inquiets et de réfléchir davantage à la dimension des relations. Il y a de grandes chances que cette situation soit rappelée à Obama et à son équipe. (Ces rappels ont même dû être faits avant les élections ; alors que le duo Obama-Biden faisait savoir sa politique extérieure, ils avaient fait entendre sur leur site officiel avant les élections l'importance qu'ils donnaient aux relations avec la Turquie ; sous le titre « refondation du partenariat stratégique avec la Turquie », ils avaient utilisé ces mots : « de bonnes relations avec une Turquie tournée à l'Ouest, stable et démocratique, sont importantes pour les intérêts nationaux des États-Unis »).

- Une position plus conciliatrice et portée sur le dialogue par Obama et son équipe, avec une approche politique rationnelle et pragmatique dans les relations bilatérales entre les deux pays, permettrait à la Turquie d'être plus soulagée dans ses politiques régionales et de gagner le temps qu'elle veut.

En politique intérieure, on considère l'élection d'Obama comme la suppression de la dernière barrière raciste du peuple américain qui faisait problème dans la politique américaine. On saura bientôt à quel point ce sentiment est sincère ou non. La réaction des « blancs » américains sera décisive en cas d'échec de la politique économique d'Obama et de perte de poids du peuple obèse américain. Du côté de la politique extérieure, les indices les plus importants seront la politique au Proche-Orient centrée sur l'Irak et les relations avec la Turquie. S'il porte aussi le prénom de Hussein, on le saura sur ce point...

* Dr. Mehmet Seyfettin Erol, maître de conférence
Département des relations internationales de l'Université de Gazi

En abordant sa cinquième année d'existence, notre journal se renforce avec le « Conseil des représentants des lecteurs et des éditorialistes – ALT »

Le 28 novembre, notre comité de rédaction s'est réuni dans la nouvelle salle de réunion de l'une des plus prestigieuses écoles d'Istanbul, le lycée **Notre-Dame-de-Sion**. À cette occasion, la ligne éditoriale a été débattue et il a été décidé à l'unanimité la création d'un « Conseil des représentants des lecteurs et des auteurs – ALT ». Tous les membres du comité de rédaction ont participé à cette réunion, hormis quelques excusés. Après le vote, un conseil a été formé sous la direction de **Celal Bıyıkhoğlu**, qui comprend **Kemal Belgin**, **Erkan Oyal**, **J.-Michel Foucault**, **İlker Birkan**, **Eda Bozköylü**, **Merve Şahin**. **Mme Sühendan İlâl** a été choisie comme secrétaire de comité de rédaction.

Par ailleurs, le **Dr Hüseyin Latif**, directeur de la publication, a remercié le conseil d'administration de la Chambre de commerce d'Istanbul et son très cher président Monsieur **Murat Yalçıntaş**, ainsi que le président d'Agence Invest, Monsieur **Alpaslan Korkmaz**, pour leurs encouragements et leur soutien envers notre journal. Le supplément « Alt Éco » est publié avec la participation de la Chambre de commerce d'Istanbul.

Ali Türek, le plus jeune membre du conseil d'administration, a présidé avec succès cette réunion, qui était suivie en direct par le bureau de Paris de notre journal par vidéoconférence.

Aujourd'hui
la Turquie

Édité par Les Éditions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03, Fax: 01 42 49 54 20 • Directeur de la publication : **Hugues Richard** • Directeur de la rédaction: Hossein Latif Dizadji • Commission paritaire : 0713 I 89645 • www.ajourd'huiatourquie.com alaturquie@gmail.com • Dépositaire des droits en Europe : Les Éditions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs.
Édition Turquie : **Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd.** Kadıköy, Moda Caddesi, No:77 İstanbul • Tél. 0216 550 22 50 • GSM : 0533 706 42 20 • Fax : 0216 550 22 51 • **Genel Yayın Yönetmeni : Hossein Latif** • Yazışları Direktörü : Mireille Sadège • Yayın Koordinasyonu : Kemal Belgin • Sorumlu Yazışları Müdürü: Ahmet Altunbaş • Conseiller juridique : Bahar Özeray • **Comité de rédaction /Yayın Kurulu :** Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Bilge Demirkazan, Haydar Çakmak, Arhan Apak, Beril Dedeoğlu, Berk Mansur Delipınar, Bülent Akarcalı, Celal Bıyıkhoğlu, Cuma Bayat, Ercüment Tezcan, Erkan Oyal, Gazi Uçkun, Hasan Latif, Hugues Richard, Işık Aydemir, İlhan Kesici, J. Michel Foucault, Kasım Zoto, Kemal Belgin, Müge Gürs, Onursal Özatacan, Richard Özatacan, Sönmez Köksal, Sühendan İlâl, Tuncer Çelik, Veysel Günay, Yasemin Inceoğlu, Suat Sezgin, Mehmet Şakir Ersoy, Yann de Lansalut, Isak Kohen, Alaattin Büyükkaya, Onur Eren, Merter Özyay, Pierre Gentric, Müyesser Saka, Hülya Fındıkoğlu, Oğuz Makal, Güzin Dino, Osman Necmi Gürmen, Sera Tokay, Hayri Ülgen, Murat Kadaifçioğlu, Necati Utkan, Ali Türek, Yıldız Akev, Şener Üşümezsoy, İlker Birkan, İnci Kara, Daniel Latif, Marine Deneubourg, Doğan Sumar, Gülben Cirav, Eda Bozköylü • Ont participé à ce numéro: Tuna Miskioğlu, Burcu Turan, Utku Çağırıcı • Supplément économie avec la collaboration de la Chambre de commerce d'Istanbul : Tamer Çerçi, Soyhan Alpaslan, Selma Ş. Ad • **Publicité :** Bizimavrupa / CVMag • Correction : François Beaufeist • Traduction : Utku Çağırıcı, Trio • Correspondantes: Mekruze Özgüle (Izmir), Sujatha Samy (Paris), Sandrine Akinin (Toulouse), Lale Barreau (Marseille), Duygu Erdoğan (New York) Ahu Şenler (Ankara) • Conception: Ersin Uçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par AS Maatbaçılık Massit 4. Cadde No: 92 Bağlar İst. – TR Tél : 0 212 429 49 49 • Distribution: NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • **ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi:** Kemal Belgin, Celal Bıyıkhoğlu, İlker Birkan, Eda Bozköylü, J. Michel Foucault, Erkan Oyal, Merve Şahin.

Tout en restant un pays du Proche-Orient... (Suite de la page 1)

tout ceci a été adopté sans même la moindre demande de quiconque, dans le but d'être intégré dans l'Europe. La Turquie, vaincue à la guerre s'est ouverte à l'Europe plutôt que de s'enfermer dans sa coquille.

Quelles démarches ont été entreprises en rapport avec le Proche-Orient ?

Le pacte de Bagdad par exemple, qui était très important à l'époque. Le coup d'État en Irak, la mort de Nuri Sait pacha et la fin du roi Faysal ont mis fin à ce pacte. Il y a eu ensuite le CENTO, qui avait été pensé comme la suite de l'OTAN, avec l'Irak et le Pakistan. Il y avait le CENTO entre les murs de la 1ère Assemblée. Cela paraissait très réussi au départ, mais ensuite les choses ont été chamboulées. Souvenez-vous, Alparslan Türkeş avait dit à la radio lors de la proclamation du coup d'État du 27 mars que nous étions liés à l'OTAN et au CENTO, mais le CENTO s'est effondré, tandis que l'OTAN a survécu. Nos deux tentatives vers le Proche-Orient, le pacte de Bagdad et le CENTO, n'ont pas eu de résultats. Par la suite, les positions hostiles de la Syrie et de l'Irak et la révolution iranienne ont montré que la région du Proche-Orient était dangereuse au Sud et à l'Est de la Turquie.

Vous avez dit que nous n'étions pas si proches des États-Unis. Est-ce que ce sont les coups d'État qui ont rapproché la Turquie des États-Unis ?

Non, les États-Unis ont commencé à avoir un poids parmi les pays qui ont gagné la guerre, notamment par l'utilisation de la bombe atomique. Les États-Unis étaient devenus un pays légendaire – ils construisaient des

bateaux et des avions – ils sont venus à la rescousse des pays européens et ont arrêté le Japon, une admiration pour les États-Unis était née en Turquie. Tout en poursuivant ses relations avec l'Europe qui avait du mal à se remettre sur pied, la Turquie s'est rapprochée des États-Unis. Alors que j'étais représentant de la Fédération de la jeunesse, j'ai pu visiter l'Allemagne, la France,

l'Italie, l'Autriche entre 1951 et 1954. En voyant ces pays en ruines, nous nous demandions comment ils pourraient reconstruire leur civilisation. Il y avait aussi Mümtaz Soysal parmi nous. L'opéra de Vienne était détruit, il ne restait plus une pierre posée sur l'autre à Berlin, Berlin-Est s'isolait, le bloc de l'Est était entré sous la souveraineté de la Russie. Nous avons rencontré des foyers qui ne parvenaient pas à rassembler 10 marks. À Naples, nous avons constaté les problèmes des femmes et pensions que l'économie italienne ne se relèverait jamais. Le danger russe avait commencé : les Russes ont demandé Kars et Ardahan à la Turquie et ont voulu un droit de contrôle sur les détroits. La Turquie était seule, l'aide européenne ne suffisait pas, et c'est dans ce cadre-là que nous nous sommes rapprochés des États-Unis et sommes entrés dans l'OTAN.

La Turquie doit augmenter ses amis et alliés



dans le monde, sans dévier de la politique turque réussie depuis 85 ans. Elle ne doit pas jouer le rôle de médiateur entre deux parties qui s'opposent, car ce rôle est très dangereux. Mieux vaut encore prendre parti raisonnablement pour l'une, tout en ménageant la partie adverse, cela permet de gagner des amis en politique extérieure. Il ne faut pas être très changeant dans ce domaine et la Turquie ne l'est pas trop.

Sur les questions intérieures ; pensez-vous qu'il faut reconstituer le Sénat supprimé dans les années 80, une assemblée qui rassemble des spécialistes ?

Bien sûr, et les Ottomans avaient déjà une telle assemblée. De 1961 à 1980, le Sénat a joué son rôle, allégeant la charge du Tribunal constitutionnel. Si le Sénat existait, il pourrait mettre fin à tout ce qui est contraire à la Constitution. On appelle le Sénat « l'assemblée des lettrés » car un niveau d'études et un âge minimum sont à respecter. Hélas, la Turquie est devenue un État dirigé par le Premier ministre, tandis que le gouvernement, le Parlement et l'opinion publique perdaient de leur influence. Un Sénat aurait été très bénéfique pour affronter les difficultés, pour favoriser les élections législatives et donner aux partis la possibilité de s'allier. Il faut une constitution très démocratique désormais, de la justice jusqu'aux nouvelles technologies.

Vous avez dit que la politique était l'art de faire des compromis. La politique est-elle aussi l'art de mentir ?

Non, quand vous allez mentir, la politique est l'art de se taire, il n'existe aucun droit basé sur le mensonge. Cela peut exister dans votre vie privée car si l'adultère n'existait pas, il n'y aurait pas de divorce. Celui qui ment en politique quitte rapidement ce terrain. Notre génération donne beaucoup d'importance à l'État, qui est comme une partie de ma famille.

On parle d'une restructuration dans le monde avec la crise économique. Une nouvelle restructuration est-elle possible, à la fois économique et politique ?

Si les États-Unis retrouvent leur ancienne force économique, il n'y a que l'UE qui puisse prétendre être une force parallèle. Je ne vois pas d'autre possibilité. Président Sarkozy a un nouveau projet, l'Union pour la Méditerranée. Si la France poursuit cette idée, l'UE va s'affaiblir car quasiment 40 pays qui ne se ressemblent pas ont un débouché sur la Méditerranée. Il y a les pays africains, asiatiques, européens, Israël et nous.

Et cette idée pour la Méditerranée va aussi à l'encontre de la Turquie. Il a aussi été envisagé une union économique de la mer Noire, mais c'est difficile à mettre en place. De même qu'il est impossible d'inclure des pays africains et du Proche-Orient dans l'UE. L'angoisse des Russes est l'encercllement, la crise en Géorgie l'a démontré mais aussi une division à l'intérieur. Elle compte environ 30 régions autonomes et 20 millions de musulmans. D'ailleurs, la démocratie de Poutine n'est pas une véritable démocratie.

* Propos recueillis par Berk Mansur Delipinar

Que s'est-il passé ? (Suite de la page 1)

francophone qui s'efforce de faire connaître la Turquie en France – et la France en Turquie – dans des conditions difficiles, ne sera pas soutenu pour réaliser sa mission dans les meilleures conditions.

Ainsi, la diffusion du seul journal en français qui présente ce que pense la Turquie (et ce qui s'y passe) aux Français pendant la Saison turque, qui devait se faire aux sorties de métro et lors des événements culturels ne se fera pas.

Que s'est-il passé ?

Les Français seront donc privés de découvrir ou de mieux connaître la Turquie en toute objectivité, sur vingt pages tous les quinze jours.

Comment cela se fait-il ?

Notre projet pour la saison turque n'a pas été retenu par le comité.

Quels projets ont été acceptés ?

Différentes opinions existent. Quand nous préparions ce projet, un coordinateur de projet que je connaissais m'avait dit : « Tu ne peux pas présenter un projet qui existe déjà ». Je lui avais répondu qu'il n'existait pas une telle règle et que, de plus, le Aujourd'hui la Turquie de ce projet serait différent... (fréquence de publication, champ de distribution, tirage, contenu...) « Alors, c'est possible », conclut-il.

Aujourd'hui, j'aimerais que le rejet de notre proposition tienne au fait que nous sommes un journal déjà « bien installé ». Mais lorsque j'y regarde de plus près, je me pose des questions :

Sur quels critères ?

Si on applique la règle « vous existez déjà, donc vous n'avez pas besoin de nous », les projets existants ne devraient-ils pas être renforcés ? Notre journal, qui existe depuis quatre ans grâce à ses propres forces, ne mérite-t-il pas d'être connu davantage ?

L'objectif de la Saison turque étant de faire mieux connaître la Turquie, nous avons été profondément attristés par le fait que notre journal, qui est le seul dans son domaine et dont le contenu n'a pas d'équivalent, soit évincé du projet. Le rôle de la Saison turque est, entre autres, de soutenir tous ceux qui luttent pour enrichir et développer les relations franco-turques et elle avait alors le devoir de nous encourager.

Les tapis et les cafetans suffiront-ils pour balayer les préjugés ?

Comme ce que nous voulons dire et faire ne se limite pas à une saison, nous n'abandonnerons jamais.

Nous nous adresserons à tous.

Que dirons-nous ?

Que personne ne s'efforce de faire connaître la Turquie autant que nous et que nous sommes irremplaçables pour développer l'amitié entre la Turquie et la France, étant le seul organe de presse francophone de Turquie.

Nous ne baisserons pas les bras !

* Inci Kara, journaliste et coordinatrice au sein d'Aujourd'hui la Turquie

EN DÉCEMBRE, TV5MONDE FÊTE LA DIVERSITÉ

CINÉMA - INFOS - DOCUMENTAIRES - JEUNESSE - DIVERTISSEMENT

www.tv5.org **TV5MONDE**

France-Syrie : un jeu à somme nulle



* Barah Mikail

En moins d'un an, les relations franco-syriennes ont connu une sorte de révolution copernicienne : en décembre 2007, le président français Nicolas Sarkozy, de passage en Égypte, annonçait la suspension des contacts entre Paris et Damas. Un semestre plus tard, la nomination d'un nouveau président au Liban, rendue possible par les accords de Doha de mai 2008, le poussera à voir dans cet événement la preuve d'une attitude syrienne responsable. Il en profitera d'ailleurs pour inviter le chef de l'État syrien à se rendre à Paris afin d'assister et de participer au sommet de l'Union pour la Méditerranée, ce que Bachar el-Assad fera volontiers en juillet 2008, quoique en évitant soigneusement – contrairement aux souhaits de N. Sarkozy – de serrer la main du Premier ministre israélien Ehud Olmert. Mais la porte laissée ouverte à une réintégration par la Syrie du giron de la communauté internationale ne se refermera pas : moins de deux mois plus tard, le président français, tranchant avec l'attitude de boycott de son prédécesseur, se rendait à Damas, contrats et investissements divers à la clé.

Pour autant, il serait naïf de croire que Paris ait pu entreprendre tous ces pas par la seule volonté de récompenser Damas pour ses hypothétiques efforts vis-à-vis du Liban. Si la Syrie avait donné, ces derniers mois, des signes d'assouplissement concernant les évolutions interlibanaises, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ait été, ni demeure à même de faire la pluie et le beau temps dans le pays

du Cèdre. Les acteurs politiques de la scène libanaise ont réussi à se mettre d'accord sur certains points fondamentaux à Doha, certes ; mais cela restait dû essentiellement à la volonté de composition mutuelle qu'avaient développée les membres de la majorité et de l'opposition parlementaire libanaise. Le tout dans un contexte où, deux semaines plus tôt, le coup de force exercé par le Hezbollah à Beyrouth-Ouest avait eu parmi ses principaux effets la mise en évidence de la faiblesse des partis de la majorité parlementaire libanaise. Ces derniers, qui avaient alors appelé à une aide de la part de leurs partenaires afin de mettre à mal le Hezbollah, s'étaient en effet vu opposer une fin de non-recevoir, notamment de la part des États-Unis et de l'Arabie saoudite.

La France, capable d'avoir une compréhension erronée de la réalité des enjeux politiques proche-orientaux, reste pourtant tout aussi capable d'une capacité de discernement. Et il va de soi que les pas notables qu'elle a entrepris vis-à-vis de la Syrie répondent à une logique, ainsi qu'à des intérêts précis. Lesquels ?

Paris a évidemment compris que l'attitude de boycott développée depuis la fin de l'année 2004 à l'encontre de la Syrie n'avait en rien été fructueuse. Elle avait tout au plus provoqué une radicalisation supplémentaire du régime syrien et un refus de sa part de composer avec plusieurs des requêtes occidentales comme onusiennes qui lui étaient opposées. Le tout, dans un contexte où les évolutions irakiennes chaotiques ont suffi à souligner les limites qu'il convenait d'apporter à toute tentative de « regime change » imposé par la force.

Comment résister dès lors au développement d'une politique audacieuse, qui permettrait de surcroît à la France de revenir au Proche-Orient par une porte par laquelle on ne l'attendait pas ? N. Sarkozy avait, bien entendu, déjà annoncé la couleur de ces options diplomatiques renouvelées en participant au plein rétablissement de la posture internationale du guide libyen Mouammar Kadhafi. Mais il bénéficiait alors du plein assentiment de l'administration américaine, qui voyait ainsi la France et certains de ses voisins et partenaires développer à l'adresse de la Libye une politique que le président George W. Bush n'était pas en situation de tenter, opposition du Congrès américain oblige. Or, il en allait tout autrement pour Damas. Les États-Unis n'avaient pas manqué d'insister, dans un premier temps, sur les profondes réserves que leur inspiraient les options françaises vis-à-vis de la Syrie. Il faut pourtant bien voir que Paris a compris que si l'attitude régionale de la Syrie était peu susceptible d'évoluer au départ de pressions coercitives, rien n'empêchait de développer, par une attitude conciliante, des attentes plus prometteuses à son égard. Au printemps dernier, la Syrie et Israël étaient en effet déjà engagés dans des négociations indirectes parrainées par la Turquie et qui tournaient autour des conditions pour une paix bilatérale à terme. Une telle option, même si loin d'être acquise, aurait eu, en cas d'aboutissement, l'avantage de pouvoir déconnecter Damas des évolutions israélo-palestiniennes et de tous les aspects y afférents : soutien procuré par le régime aux formations armées et/ou clandestines



Bachar el-Assad - Nicolas Sarkozy

palestiniennes où qu'elles se trouvent, alliance avec l'Iran, sans oublier l'impact indirect sur le rôle développé par Damas en Irak du fait de son soutien à un ensemble de formations antiaméricaines. Autant dire que l'effet boule de neige souhaité à terme justifiait de soutenir Damas dans ses tractations engagées avec l'État hébreu.

Ce pari aura-t-il été le bon ? Rien ne permet de l'affirmer, bien au contraire. Cela dit, il faut voir un point positif dans l'attitude française : la capacité qu'elle a eu à prôner des méthodes autrement moins agressives que celles défendues par les États-Unis jusqu'ici. Un fait qui pourrait bénéficier à l'Union européenne le jour où elle sera capable d'autonomie stratégique. Car le cas syrien rappelle aussi que l'on a là un pays qui, sans être entièrement fermé à la composition avec des Occidentaux, continue cependant à manquer de l'essentiel : le pouvoir de faire confiance à des parrains régionaux potentiels. Il ne faut pas s'étonner dès lors de voir la Syrie chercher à gagner du temps, en attendant que du pragmatisme français puisse découler éventuellement plus de réalisme politique.

* Barah Mikail, chercheur à l'IRIS

L'immigration retrouve sa mémoire en France

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de l'État français, l'immigration a fait l'objet de nouveaux traitements par l'administration. Tout en renforçant le contrôle de l'immigration clandestine, le gouvernement a voulu reconnaître institutionnellement ce phénomène social et a créé un ministère qui a alimenté des débats. L'État français a également montré une attention particulière à l'immigration dans le champ culturel, en créant en octobre 2007 la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, qui fait l'objet de ce présent article.

Reconnaître, faire connaître les multiples vies, tragiques, heureuses, pleines d'espoirs, déboussolées, de personnes qui ont vécu l'exil, dont le trait d'union est l'attente d'une vie meilleure est évidemment quelque chose de louable. Mais faire coexister cette institution nouvelle avec une autre dont l'activité principale est l'exposition de poissons et végétaux dans un aquarium gigantesque peut paraître incongru. Quoique le destin de l'exilé peut s'apparenter à la vie du poisson qui a été transféré de son milieu d'origine vers un lieu plus contrôlé, placé sous le regard des autres. Situé dans le 12^e arrondissement, au Palais de la Porte Dorée, l'endroit conserve un lien ambigu avec l'immigration à travers un passé polémique, celui d'avoir été d'abord le Musée des colonies, avant de devenir en 1960 le Musée des arts africains et océaniques.

Le lieu bénéficie d'innovations technologiques remarquables, qui facilitent la visite des lieux et guident le public. Équipé d'un casque, on reçoit des sons où que l'on se trouve à l'intérieur du musée. Il est ainsi possible d'avoir accès à de nombreux témoignages ou reportages vidéo. L'exposition permanente propose quelques objets appartenant aux différents im-

migrés que la France a accueillis, bon gré mal gré. Les différentes vagues d'immigration en France, qui s'étendent sur près de deux siècles, sont présentées avec différents documents, écrits, visuels, sonores. Une réflexion philosophique, humaniste ou, dirons-nous, sociale, accompagne chaque document. Parmi les choses que l'on rencontre, on trouve d'anciens bagages qui ont suivi les chemins empruntés par les migrants, des affiches et articles sur les Francs-Tireurs Partisans issus de l'immigration qui ont participé à la libération de la France. On peut aussi revivre le but de Zidane contre le Brésil lors de la finale de la coupe du monde 1998.

Ce lieu, nommé « Cité », et non musée malgré la présentation muséographique du thème général, propose moins des expressions esthétiques que du savoir historique. Pourtant, la Cité offre tous les biens et services traditionnels d'une institution culturelle : cinéma, expositions temporaires, concerts, spectacles

vivants, conférences. Mais son but est plus d'informer que d'émerveiller. La Cité nationale se veut aussi scientifique, en plus d'être culturelle et la revue Hommes & Immigrations est là pour le prouver. Une médiathèque et une librairie sont aussi à disposition du public. Mais la Cité n'est pas que cela ; elle

permet à chacun de participer à ce projet culturel, avec son volet participatif. Lorsque le visiteur termine sa visite, il a la possibilité d'apporter son témoignage, ses suggestions, ses remarques, sur une œuvre, une exposition, ou même sa propre histoire autour de l'immigration.

Tout cela se passe à la Galerie des dons, qui présente des archives et objets liés à des parcours de vie. On peut donc y déposer des objets personnels, qui peuvent être un don ou un prêt.

L'immigration turque est pratiquement absente de l'exposition permanente, cependant, elle fait l'objet d'une exposition temporaire, du 28 octobre au 30 novembre 2008. L'artiste Bruno Boudjelal, d'origine franco-algérienne, pro-



posera Gurbet, qui signifie l'exil en turc. Une série de photographies témoigne de l'immigration turque en France et constitue ainsi un début de mémoire collective pour ces Turcs venus en France depuis le début des années 70 jusqu'à tout récemment. Bruno Boudjelal livre des tranches de vie, capturées dans l'ineffable équation entre l'ici et l'ailleurs. Du 15 décembre 2008 au 19 avril 2009, une autre exposition mettra en avant la communauté turque, à travers l'événement intitulé « À chacun ses étrangers ? France-Allemagne, de 1871 à aujourd'hui ». 300 objets exposés tenteront de décrypter les représentations du stéréotype de « l'étranger » dans les deux pays concernés. Films, concerts et conférences accompagneront cette exposition.

Tous ceux désireux d'interroger, découvrir l'immigration, ou de participer à l'histoire de ce phénomène social dont la France est ici le centre, trouveront des éléments de réponse grâce aux travaux de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Une participation active des visiteurs pourrait enrichir positivement ce lieu de mémoire, où tous sont considérés sur un pied d'égalité.

* Iker Birkan



La Turquie et le projet de l'Union pour la Méditerranée



* Haydar Çakmak

Le président français Nicolas Sarkozy a lancé l'idée de l'Union pour la Méditerranée lors de la campagne présidentielle afin de récolter des voix. Il a voulu réaliser ce projet en pensant que la France pourrait rattraper son retard par rapport à l'Allemagne et la Grande-Bretagne et pour prouver qu'elle porte des projets et des plans plus originaux que les autres pays. Après les années 1990, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont renforcées constamment dans le domaine économique et politique. Lors de la guerre froide, on traitait l'Allemagne et le Japon de géants économiques et de nains politiques, mais l'Allemagne est devenue aujourd'hui un géant économique et politique. La Grande-Bretagne était derrière la France au début des années 90 et, de nos jours, les exportations britanniques se chiffrent à 500 milliards de dollars et celles de la France tournent autour de 450 milliards de dollars, celles de l'Allemagne étant de 1000 milliards de dollars. La France se mesurait à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, qui étaient des références pour elle, mais maintenant elle ne peut plus le faire parce qu'elle se trouve derrière ces pays. Les produits mondialement connus de son passé éloquent (vins, fromages, produits cosmétiques, parfums, Paris, la Tour Eiffel, Monte-Carlo...) et son prestige commencent à vieillir, les Français le savent et attendent une solution. Sarkozy veut sortir la France de cette situation avec une politique internationale active, de nouveaux plans et projets,

plus de biens vendus et des groupes de relations plus nombreux.

La région méditerranéenne se prêtait bien à cette stratégie parce que la France fait partie de cette région et que de nombreux pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, le Liban et la Syrie sont d'anciennes colonies parmi les pays de la Méditerranée et elle voulait bénéficier de ses liens historiques pour influencer la région. Cependant, l'Allemagne et la Grande-Bretagne – qui ont bien lu l'intention de la France – ainsi que les pays de l'Union européenne qui n'ont pas de côte méditerranéenne, se sont opposés à ce projet, car les taxes et les restrictions de douane empêcheraient la bonne circulation des biens et services dans cette zone de libre-échange entre pays non membres de l'Union. La France a alors capitulé et fait de grandes concessions par rapport à son premier projet : elle accepta de changer le nom d'Union méditerranéenne en Union pour la Méditerranée, changeant ainsi le nom et le fond. Autrement dit, on est revenu à la politique de la Méditerranée (EUROMED) prévue par le processus de Barcelone de l'Union européenne en 1995. Pour ne pas laisser la France confuse, on a autorisé une nouvelle institution, avec un système de présidence rotatif, un conseil et des réunions régulières, dont les domaines de coopération seront l'économie, la sécurité, l'énergie, la lutte



contre le terrorisme, l'immigration choisie et une Banque d'investissement méditerranéenne. Elle ne servira plus qu'à contrôler le terrorisme et l'immigration qui viendraient du sud avec l'aide de ces pays. Bien que le sommet UE-Méditerranée soit né handicapé en 2008, Sarkozy pourra donner l'image d'une réussite à son opinion publique.

Les Turcs avaient fermé le sud de la Méditerranée, c'est-à-dire les pays musulmans, aux pays européens jusqu'au milieu du XIX^e siècle et c'est pourquoi les pays occidentaux n'ont pu coloniser les pays du sud de la Méditerranée que pendant un siècle. Lors de la guerre froide, dans le monde à deux blocs, le bloc des pays musulmans a gagné une liberté limitée mais la fin de la guerre froide en 1990 a vu les terres musulmanes regagner de l'intérêt en raison du pétrole, du gaz et

du pouvoir d'achat. La hausse des prix du pétrole a permis aux pays arabes de récolter de grandes sommes d'argent, ce qui a poussé les pays occidentaux à se concurrencer pour attirer ces richesses vers leur pays.

La Turquie s'est tenue à distance du projet de la Méditerranée parce que Sarkozy était contre l'entrée de la Turquie dans l'UE et qu'il proposait ce projet comme une solution de rechange à cette adhésion en offrant une fonction active à la Turquie. Il était impossible pour la Turquie d'accepter une telle chose parce que le Projet de la Méditerranée

était très en retrait de l'UE au point de vue objectif et capacité. De plus, la Turquie disposait déjà de partenariats historiques et culturels dans le cadre de cette région. Bien que les dirigeants français ne cessent de répéter qu'il ne s'agissait pas d'une solution de remplacement à l'entrée dans l'UE, l'Italie et l'Espagne ont précisé, lors de visites de Sarkozy en février 2008, que cela ne perturberait pas le processus entre la Turquie et l'UE. Il y a aussi quelque chose de très étrange : le site Internet de la présidence française n'a pas publié la partie du discours du président italien Prodi qui était en faveur de la Turquie, cette partie a été supprimée. Romano Prodi avait dit que l'Union méditerranéenne ne doit pas être « une échappatoire pour résoudre le problème de nos relations avec la Turquie. C'est autre chose. On commencerait mal une grande aventure ».

Étrangement, il manque ce passage, ce qui montre que la France ne se comporte pas sincèrement avec la Turquie. Comme si l'histoire se répétait, une telle situation avait existé entre la Turquie et la Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale : lorsque la Turquie avait voulu faire partie de l'OTAN, La Grande-Bretagne avait proposé la création d'une armée du Proche-Orient dont la Turquie ferait partie. Cependant, la guerre de Corée et le changement de la politique anglaise au Proche-Orient avait poussé les États-Unis à soutenir la candidature turque et, comme on le sait, la Turquie a rejoint l'OTAN en 1952.

* Prof. Dr. Haydar Çakmak
Université de Gazi

Directeur du Département des Relations Internationales

Lyon, c'est pour quand ?



* Kemal Belgin

L'Olympique Lyonnais, c'est-à-dire le club français de Lyon, est, comme son nom l'indique, un club aux activités sportives nombreuses... mais c'est dans le football qu'il se montre le meilleur.

Lyon a accompli un formidable exploit en étant 7 fois de suite champion de France, établissant ainsi un record, mais malgré les bons scores obtenus en Ligue des Champions, il n'a jamais réussi à jouer une finale. Cette situation contradictoire semble faire souffrir les dirigeants, footballeurs et entraîneurs de l'équipe. Comment ne pas être déçu lorsque l'on a mis fin à tout suspense dans la ligue 1 française et que l'on dispose d'une équipe performante ? Lorsque j'écrivais ces lignes, Lyon était premier du classement en coupe européenne avec 8 points. Il allait affronter la Fiorentina à l'extérieur et le Bayern de Munich à domicile. Deux matchs de finale en somme... S'il réussissait à avoir un point lors de ces deux matchs, il avait de grandes

chances de passer au second tour.

Si le club aux couleurs rouge-blanc-bleu joue une finale de Ligue des Champions avec Claude Puel, il fera entendre partout qu'il a réussi cet exploit avec le plus jeune entraîneur. Lyon dispose de joueurs exceptionnels qui sont des étoiles montantes du football, c'est là un de ses principaux avantages.

Quel est le plus grand problème actuel de Lyon en ce moment ? Ce me semble être aussi le problème de la France, parce que le champion de ce pays – sept fois de suite – n'a pas réussi à jouer une finale de la Ligue des Champions, c'est-à-dire qu'il ne figure pas dans le carré des grands clubs. Si Lyon jouait une finale, cela serait un remède pour le football français qui semble reculer, comme nous l'avions dit dans notre précédent article.

Nous qui voyons Lyon de loin, c'est-à-dire dans le petit écran, nous apprécions son jeu, et le considérons comme un des plus grands clubs d'Europe. Mais nous sommes aussi curieux de savoir quand il portera la plus grande médaille.

* Kemal Belgin, journaliste et
enseignant à l'Université de Marmara



ACCOR

L'esprit
sourire

Vivre l'esprit libre est un confort inestimable et le sourire de nos clients en est la plus belle preuve. C'est pourquoi, nous sommes heureux et fiers d'héberger chaque jour des milliers de voyageurs avec la solution la plus adaptée à leurs besoins et d'imaginer pour les entreprises et les collectivités des services innovants pour simplifier la vie de chacun au quotidien. Car, chaque jour, nous avons tous à cœur de gagner le sourire de nos clients. C'est aussi cela l'esprit sourire.

Présent dans plus de 100 pays, leader dans l'hôtellerie et les services, Accor met, depuis plus de 40 ans, son savoir-faire au service de ses clients en leur proposant un réseau de 4 000 hôtels de l'économique au luxe et une gamme unique de services à la personne.

www.accor.com

ACCOR Hospitality
SOFITEL pullman NOVOTEL Mercure Jiffy ibis allseasons etap
Formule1 Accor Thalassa MOTTIS UNOIRE
ACCOR Services
Ticket Restaurant Ticket Childcare Ticket CESU Ticket Car Ticket Clean Way Ticket Compliments Accentiv

La « feuille de route » mettant en avant les priorités de la Turquie

Yaşar Yakış est diplômé de la faculté des Sciences politiques à l'Université d'Ankara. Après avoir occupé différentes fonctions dans des ambassades comme à Rome ou Damas, il a quitté le ministère des Affaires étrangères en 2001. Il se lança alors dans la politique avec la création du parti AKP. Député de Düzce depuis 2002, il est président de la commission chargée de l'harmonisation avec l'UE au sein de la Grande Assemblée nationale de Turquie. À ce titre, il nous parle de l'avancement des réformes en Turquie.



Les relations entre la Turquie et l'UE vont-elles au ralenti ?

Au sujet des actions à faire dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, on a vu quelques ralentissements, dus à l'UE mais aussi à la Turquie, avec le procès pour la fermeture de l'AKP, les élections générales de 2007, les procès sur le port du voile... Désormais, tout ceci est du passé, c'est pourquoi les projets de réforme de la Turquie commencent à être posés sur la table. Ce sera la deuxième priorité du gouvernement, qui doit d'abord débattre du budget de l'an prochain.

En 2009, il y aura les élections européennes, puis la saison turque en France. Qu'en pensez-vous, sachant qu'en France la Turquie est un sujet sensible que l'on agite lors des périodes pré-électorales ?

Je pense que la Turquie ne doit pas régler sa politique selon les élections en Europe, parce qu'il y a 27 pays dans l'UE et leurs périodes d'élections sont différentes. Ainsi, la Turquie doit oublier ces obstacles temporaires et élaborer un programme à long terme. Le premier pas de ce programme est ce que l'on a appelé « la feuille de route », qui a été faite en 2007, livre de plus de 400 pages prévoyant un programme pour la période 2007-2013. Il nous faut suivre cette

feuille de route, et pas les élections de tel ou tel pays. Cette feuille de route signifie également que la Turquie n'agira plus selon les priorités de l'UE, mais selon celles qu'elle s'est fixées elle-même.

Y aura-t-il des surprises dans le rapport d'avancement des travaux qui sera présenté fin novembre ?

Je ne crois pas qu'il y ait des surprises. Il y avait ce rapport d'avancement et aussi l'équilibre du programme national publié par la Turquie. La feuille de route vient brouiller ces deux choses et permet de sortir de cette sorte de rapport qui montrait ce que la Turquie avait fait ou non selon les désirs de l'UE. Elle permet de voir ce que la Turquie doit faire à long terme, à telle ou telle période, et c'est ce qui est le plus juste.

La dernière crise retardera-t-elle la mise en œuvre de la « feuille de route » et donc l'intégration de la Turquie dans l'UE ?

Je pense qu'il n'y aura pas d'effet, mais il peut y avoir une autre relation : lors de son processus d'adhésion à l'UE, la Turquie doit mettre en place une meilleure économie de marché, une économie épurée de la corruption... Donc, si la Turquie réalise cet objectif, elle aura dans un premier temps avancé dans la voie de l'intégration et, en plus, elle sera préparée pour mieux affronter les risques de crises. C'est ce qui relie les deux.

On dit que la Turquie retarde les réformes. Cependant, elle fait des efforts, mais a-t-elle de la part de l'UE un retour des avancées économiques et politiques qu'elle réalise ?

Tout d'abord la Turquie doit réaliser les réformes pour elle-même et pour le bien-être de sa propre société et pas uniquement pour répondre aux demandes de l'UE. Cette

dernière insiste sur la liberté d'expression et la liberté religieuse des minorités et nous lui disons que nous comprenons ses priorités, mais que nous avons aussi les nôtres. Nous avons répondu aux critères sur dix chapitres, et l'avons fait savoir à l'UE. La commission a préparé un document qu'elle a envoyé au Conseil, mais depuis des mois, le document est toujours au Conseil et n'en est pas sorti. Ensuite, alors que le Conseil n'agit toujours pas, l'UE nous demande où nous en sommes sur tel ou tel sujet religieux. C'est pourquoi nous allons appliquer notre programme, en mettant en avant les priorités de la Turquie.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif et Mireille Sadège

Aujourd'hui la Turquie (ALT) Türkçe / L'UE juge et partie



* Mireille Sadège

Un titre en deux parties dont je vais traduire la première partie : ALT en turc. Certains d'entre vous se diront : « Mais ALT ce n'était pas un journal en français ? » Si, bien sûr, et il le restera ; seulement nous allons lui ajouter un supplément comprenant une sélection d'analyses et d'interviews en langue turque. Et pourquoi ? Il y a pratiquement quatre ans, à cette même période, nous travaillions au projet de ce journal et nous avons décidé de le publier en français d'abord en raison de l'absence d'un journal francophone malgré une importante population francophone et surtout en raison de l'attachement particulier que les Turcs avaient (l'utilisation de l'imparfait n'est pas une faute d'accord mais un triste constat) pour la France. Ensuite, nous voulions présenter une Turquie loin des préjugés et avec ses réalités actuelles (un pays en pleine croissance économique qui n'allait plus exporter des immigrés vers l'Europe, une population jeune et bien formée et une société sur la voie de la démocratisation où les tabous tombent les uns après les autres et dans laquelle la dynamique du processus d'intégration à l'UE encourage l'ouverture du débat sur pratiquement toutes les questions. Évidemment, il reste encore beaucoup de problèmes mais le processus de démocratisation de ce pays est en cours.) Nous voulions présenter cette nouvelle Turquie en français car elle est méconnue de l'opinion publique française. Et quarante-trois numéros durant, c'est ce que nous avons fait, et c'est ce que nous allons continuer de faire.

Mais nous avons aussi constaté que la méconnaissance est double : les Turcs non plus ne connaissent pas la France et il y a toujours eu une demande importante pour une version turque du journal, ce que notre comité de rédaction, lors de sa réunion de fin novembre, a enfin décidé de lancer. Nous avons conclu que si ce journal se veut un pont entre la France et la Turquie, les Turcs devraient aussi pouvoir le lire et pas seulement ceux qui sont francophones. Désormais, l'essentiel du journal sera accessible à tous les Turcs afin qu'ils puissent mieux connaître la France et lire les arguments des Français – notamment de ceux qui sont contre l'adhésion de la Turquie à l'UE – dans des articles d'analyse et des interviews et non pas des phrases-chocs ou des slogans. Ce premier supplément paraîtra en janvier 2009 pour ne pas retarder la sortie du numéro de décembre et nous le développerons au fur et à mesure. Avant de passer à mon second sujet, je voudrais d'ailleurs remercier les membres du comité de rédaction pour leur soutien et tous leurs efforts pour la sortie de ce journal. Merci à tous.

Beaucoup se plaignent qu'il n'y ait pas de débat sur la Turquie en France, ce qui est vrai en partie car ce débat existe mais seulement dans des cercles restreints et, surtout, il n'est pas rapporté par les médias. Aussi, l'un des objectifs d'Aujourd'hui la Turquie est de présenter ces rencontres – d'ailleurs souvent très intéressantes – et novembre 2008 a été particulièrement riche à cet égard.

Ainsi, la dernière réunion du comité France-Turquie réunissait Pierre Lellouche, député et chargé de mission sur les relations France-Turquie, et Hasan Murat Mercan, président de la commission des Affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Turquie, et le

débat était animé par le journaliste Daniel Vernet. Voici quelques extraits de cette réunion : à la question « Est-ce que l'issue des négociations de résolution du problème chypriote dépend de la position du gouvernement d'Ankara ? », la réponse de M. Mercan a été : « D'un avis sincère, je crois qu'il y a plus de chances de voir un rapprochement dans les relations Turquie-Arménie qu'une résolution du problème de Chypre. En fait, la question fondamentale à Chypre est la suivante : il n'existe aucun facteur d'encouragement ou de pression incitant ou obligeant la partie grecque à mettre fin à la division de l'île. D'ailleurs ils n'ont pas besoin d'une solution pour ce problème, étant membres de l'UE et pouvant circuler librement, obtenir des fonds européens, bloquer l'avancement du processus d'adhésion de la Turquie et boycotter la partie Nord de l'île qui est bien isolée. Alors je ne crois pas qu'on puisse trouver une solution politique tant qu'il existera un tel déséquilibre des forces. À mon avis, l'UE doit faire pression sur la partie grecque, la même qu'elle a exercée en 2004 sur la partie Nord afin d'obtenir le « Oui » au plan Annan de la réunification de l'île ».

Rappelons que si la Chypre du Sud voulait vraiment la résolution du problème, elle n'aurait pas rejeté le plan prévoyant la réunification de l'île en 2004, plan qui avait été accepté par la partie Nord de l'île. Autrement dit, la résolution du problème chypriote ne dépend pas uniquement de la Turquie mais aussi de l'UE.

M. Mercan a par ailleurs souligné le bon climat actuel entre la Turquie et l'Arménie et il espère qu'aucune décision parlementaire des pays européens légiférant sur le sujet arménien ne viendra troubler ce rapprochement qui se dessine entre les deux pays.

De ces explications et mises en garde de M. Mercan ressort une vérité étrange : l'UE exige de la Turquie la résolution de problèmes comme ceux de Chypre et de l'Arménie mais, bizarrement, elle détient en partie la clé sans laquelle la Turquie aura du mal à les résoudre. Voilà une vérité qui n'est pas connue de l'opinion publique européenne qui croit dur comme fer que la Turquie peut résoudre seule ses problèmes. Aussi, la bonne volonté de l'UE reste indispensable pour une évolution du processus d'adhésion et la poursuite des réformes en Turquie. Ainsi à la question « Quelle est la responsabilité de l'UE dans la poursuite du processus des réformes en Turquie ? », la réponse de Pierre Lellouche a été : « Elle est grande, la lumière européenne du bout du tunnel est un élément fondamental pour diriger la Turquie vers la modernité et les Turcs sont désespérés par les signaux inverses qui viennent de leur pays modèle, la France. Alors que la Turquie est engagée dans des réformes difficiles et qu'elle doit faire face à d'importants obstacles, elle entend son pays modèle dire : « Vous n'êtes pas assez bons pour nous ». Aussi, ils réagissent très fort, ce qui est bien compréhensible. »

Et je finirai en rappelant la conclusion du journaliste Daniel Vernet : « Dans ce processus, d'une part, la Turquie doit accomplir des réformes non pas seulement pour l'UE mais pour elle-même et, d'autre part, l'UE doit éviter les hypocrisies – comme commencer les négociations pour les faire échouer – et les obstacles institutionnels pour empêcher l'aboutissement de l'adhésion de la Turquie à l'UE. »

* Mireille Sadège, journaliste Docteur en histoire des relations internationales

As Matbaacılık
Reklam Ambalaj San. ve Dış Tic. Ltd. Şti.

Renklerle Buluşma Noktanız...

AS MATBAACILIK

Adres: Yüzyıl Matbaacılar Sitesi 4. Cadde No: 92 Bağcılar / İST.
Tel: (0212) 429 49 49 - 430 51 52 Fax: (0212) 429 49 29
Web: www.asmatbaacilik.com.tr
e-mail: asmatbaacilik@gmail.com - info@asmatbaacilik.com.tr

« Oui à la Turquie »

Député européen et ancien Premier ministre, Michel Rocard vient de publier un livre dans lequel il écrit « il est grand temps d'expliquer pourquoi les Turcs et les Européens, y ont un intérêt partagé ». Nous l'avons rencontré pour en savoir plus.

Pourquoi avez-vous sorti ce livre ?

J'ai écrit ce livre parce que ça va mal, tant en Turquie qu'en France et dans le reste de l'Europe, et je crois aussi que les opinions en faveur de l'adhésion turque diminuent des deux côtés, et c'est dangereux. J'ai voulu répondre à cela.

La Turquie sera-t-elle encore un enjeu des élections européennes, rendant les relations franco-turques encore plus tendues ?

Je ne le pense pas parce que ces élections vont être dominées par la crise économique mondiale ; on va s'occuper de la récession, du programme de M. Obama et chercher une réponse européenne à ce programme. La question turque n'est pas une urgence, les négociations continuent, et plus elles avancent sereinement, mieux c'est. Il n'y a pas de difficultés entre la Turquie et nous, mais de la peur, parce que la Turquie est grande et si elle entre dans l'UE, elle sera le deuxième pays, et même le premier dans peu de temps. La Turquie est économiquement puissante et sa croissance est plus grande que la nôtre ; mais elle est aussi musulmane et la plupart des responsables politiques de notre pays disent qu'ils ne veulent pas que l'UE soit un club chrétien. L'opinion publique est plus hésitante et reste dans le doute. Ce sera une rencontre formidable. Pour moi, c'est une raison de plus pour la faire venir, afin que l'on apprenne à se côtoyer.

Votre livre a été très bien accueilli en Turquie où l'on espère qu'il ouvre le débat sur la question turque.

Certes, il n'y a pas beaucoup de débats sur ce sujet en France, mais ça vaut peut-être mieux. Les gens ont une idée très fautive de la Turquie rurale et ils ne connaissent pas la Turquie en plein changement et en forte évolution. Quand les négociations seront terminées, on pourra poser la question : « Est-ce que la Turquie s'est mise à nous ressembler pour nous rejoindre ? » Et ce sera une réponse nouvelle, car la Turquie aura changé.

La Turquie peut-elle se fier à l'UE, parce qu'actuellement, c'est la méfiance qui l'emporte ?

Oui, il y a de la méfiance mais des deux côtés et, pour éliminer cette méfiance, il faut du temps, du bon travail de négociations, des voyages multiples et des livres. Beaucoup de gens n'avaient pas compris mon argumentation et je leur ai fait découvrir des avantages auxquels ils n'avaient pas pensé.

Quel est l'atout principal de la Turquie ?

L'atout actuel de la Turquie est sa croissance économique qui est bien meilleure que celle de l'Europe. Non seulement elle se développe, mais elle devient un pays plus proche et l'émigration s'arrête. Le second atout de la Turquie, c'est qu'elle arrive à aborder ses vieux problèmes, comme Chypre, les Kurdes ou l'Arménie, avec des méthodes démocratiques. Je ne suis pas pessimiste sur ces choses-là, parce que l'on sait qu'il faut du temps,

mais on veut être sûr que la Turquie s'y prépare bien.

En vous lisant, on a l'impression que tous les efforts doivent venir de la Turquie ?

Non je n'ai pas dit cela... Des blocages subsistent, qui tiennent à l'image passée de la Turquie qu'elle doit corriger pour entrer dans l'UE.

Comment peut-elle corriger cette image ?

Les efforts principaux de la Turquie doivent concerner le règlement des problèmes passés (problème chypriote par exemple), et les réformes intérieures. Du côté européen, l'effort est de se préparer à l'intégration de la Turquie.

Les Turcs espèrent avoir une date afin de mieux avancer dans le processus d'adhésion, c'est ce que vous proposez aussi dans votre livre.

Je parle d'une date butoir en 2020. Ce que l'Europe aura à faire, c'est organiser la redécouverte par ses opinions publiques d'une nouvelle Turquie. Il faut du temps, mais il faut d'abord qu'elle soit nouvelle. Beaucoup de réformes ont été faites au début des années 2000, mais ces efforts se sont un peu ralentis. Le seul juge de ce processus sera l'histoire avec l'épreuve de réussite des négociations. Je ne suis pas trop pessimiste, et j'espère que mon livre pourra changer un peu les choses. Il faut juste de la ténacité pour continuer.

* Propos recueillis par Mireille Sadège



Pierre Lellouche, l'atout... (Suite de la page 1)



disent : Turcs et Français doivent apprendre à se connaître. La France exige des efforts pour que la Turquie prouve qu'elle a sa place au sein de l'Union, tandis que les Turcs ne comprennent pas pourquoi cet effort leur est imposé. Les Turcs ont du mal à comprendre qu'ils doivent « se vendre », que leur entrée dans l'Union ne va pas de soi. Ils doivent accepter cet effort s'ils veulent obtenir gain de cause, explique M. Lellouche. Communiquer est le seul moyen pour que Turcs et Français se comprennent et c'est pourquoi l'idée d'un conseil franco-turc tarade M. Lellouche depuis un moment déjà : On l'a fait avec la Grande-Bretagne ; les Britanniques avaient du mal à se faire accepter en Europe à l'époque, on a donc créé un conseil franco-britannique qui a fabuleusement bien marché et aujourd'hui, qui pourrait dire que les Anglais ne sont pas européens ? Un conseil de ce type est en effet un bon moyen de régler ce problème en douceur et en souplesse.

Qui a dit que Nicolas Sarkozy était farouchement opposé à la Turquie en Europe ? N'oublions pas que c'est le président français qui a chargé M. Lellouche de cette mission de relance des relations franco-turques. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy a bien reçu cette idée de conseil franco-turc, nous affirme M. Lellouche. Certes M. Sarkozy a longtemps clamé que la Turquie ne pouvait faire partie de l'UE, mais le contexte avait sa part de responsabilités : Lors du référendum de 2005, les Français se sont saisis du dossier turc pour voter contre la Constitution européenne. M. Chirac avait accepté la candidature de la Turquie sans même en parler aux Français, qui ne connaissaient pas la Turquie suffisamment pour l'envisager en Europe. Il est donc absolument nécessaire que les Français connaissent la Turquie et entrevoyent son potentiel européen pour accepter son

entrée dans l'UE. Nicolas Sarkozy a séparé l'Europe de la Turquie pour que l'idée d'une adhésion reprenne son chemin sans être imposée aux Français et que ces derniers se servent encore une fois de la Turquie pour taper sur l'Europe. M. Lellouche est en tout cas sûr d'une chose : il n'y a pas de sentiment antiturc en France, ni de la part des Français, ni de la part du président de la République. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy a vanté la diplomatie turque, dans les relations israélo-syriennes – dans lesquelles la Turquie a joué un rôle de médiateur – ou même dans ses propres conflits avec Chypre ou l'Arménie par exemple. Lorsqu'Abdullah Gül est allé à Erevan pour assister au match Arménie-Turquie en compagnie de son homologue arménien, l'image de la Turquie s'est considérablement améliorée. Concernant l'adhésion à l'UE, les Français s'interrogent davantage qu'ils ne cherchent à obstruer. Les Turcs sont-ils prêts à faire partie de l'Union ? Telle est la question. En attendant, M. Lellouche y répond : Le projet n'est pas encore mûr. Une partie de la population est, dans sa tête, déjà en Europe tandis qu'une autre partie s'ancre dans le monde oriental et musulman. Tant que ce fossé existera, rien ne pourra aboutir. Car la Turquie est véritablement un pont entre deux mondes, l'Orient et l'Occident. Reste à savoir maintenant de quel côté penchera ce pont, ironise M. Lellouche. Et tout écart hors des valeurs européennes – dont l'une est la laïcité – sera fatal à la Turquie. Pour être dans la famille européenne la religion doit être une affaire privée, insiste Pierre Lellouche. Le gouvernement devra choisir entre islamisation et européanisation de la Turquie, son identité est en jeu. Et ce n'est pas à moi de définir l'identité de la Turquie de l'extérieur, seule elle-même peut le faire. Je ne peux tout de même pas faire pencher le pont à sa place !, assure M. Lellouche. Tout ce que je peux faire, c'est ne pas lui fermer la porte de l'Europe, indique-t-il. Laisser la porte entrouverte est du ressort de l'Europe et surtout de la France. Depuis quatre ans, notre journal se donne corps et âme pour le faire, pour réunir deux Nations qui ne demandent qu'à mieux se connaître. Ce journal est très important car il participe au dialogue franco-turc et sa parution doit perdurer, a conclu M. Lellouche. Les bonnes relations entre la France et la Turquie en dépendent.

* Marine Deneufbourg

Le pourquoi de l'hostilité française à une Turquie européenne



* Marine Deneufbourg

À propos de la question de la potentielle adhésion de la Turquie à l'UE, de nombreuses études qualitatives ont montré que les Français sont majoritairement contre cette idée. Pour approfondir les raisons de cette attitude, il a été nécessaire de comprendre ce qu'elle sous-entendait. Car au-delà des questions d'identité ethniques, religieuses ou géographiques, le refus français de l'élargissement de l'UE à la Turquie a été provoqué par une prise de conscience des différences d'aspiration entre l'UE et la nation française. Cela se traduit par une élasticité de l'opinion publique face à la question de la Turquie dans l'UE. Avant 2004, un tiers

des Français se déclarait en faveur de l'intégration de ce pays à l'UE. Mais après les dix nouveaux pays adhérents de cette année-là, le taux d'approbation du projet de la Turquie en Europe a considérablement baissé. Alors pourquoi la transformation de l'Europe a-t-elle eu une si grande influence sur le jugement des Français ? Parce qu'il existe une inadéquation entre le projet global européen et le projet idéal français concernant l'Europe. En 2005, la France vote « non » à la ratification de la Constitution européenne, ce refus étant indubitablement motivé par la question de l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Les Français veulent une Europe à leur image, une communauté qui mettrait en valeur des projets politiques qui feraient d'elle un acteur complet de la globalisation. La France a eu l'im-

pression que le texte constitutionnel proposé faisait l'impasse sur l'essentiel : la construction d'une identité et d'un véritable projet. La volonté de la France est donc de rester une puissance souveraine dans l'UE et de ne rien se laisser imposer de l'extérieur. Ce que la France veut pour elle-même, elle le veut également pour l'Union. Autrement dit, l'Europe doit être « une France en grand ». Mais la grandeur de l'Europe ne réside pas dans sa taille géographique ; au contraire, l'arrivée des dix derniers pays dans l'Union et la perspective de celle de la Turquie n'a fait qu'alimenter le rejet d'un élargissement exponentiel de l'Europe. La France peut-elle admettre cette idée de « l'Europe de l'espace » ? En tout cas, elle réagit contre le fait qu'elle n'ait pas été consultée sur les questions d'élargis-

sement. La question turque semble donc être pour les Français la session de rattrapage d'un débat sur l'ouverture aux autres pays qui n'a pas eu lieu. Il s'agit pour la France de définir les frontières de l'Europe, d'avancer vers des projets concrets dans une Union européenne définie et de faire primer l'idée d'une Europe souhaitable sur celle d'une Europe possible. Et le pays a bien l'intention de peser dans ces discussions. La question de la Turquie est donc bien pour les Français une question dérivée de l'absence de débats à propos de l'identité de l'Europe. Une nouvelle adhésion ne semble pas aller de pair avec le projet essentiel nourri par la France pour l'UE : faire primer « l'Europe puissance » sur « l'Europe espace ».

* Marine Deneufbourg

Le violoncelle dévoile l'esprit de l'Anatolie

Lorsque le violoncelle interprète un semah (danse mystique d'Anatolie), une berceuse arménienne ou encore un ilahi (chant religieux de l'islam), la musique classique d'Occident nous transporte plus à l'Est, en Anatolie, à des époques différentes de l'histoire. À travers ses deux albums, Uğur Işık fait de la musique le lieu de dialogue de traditions, différentes et proches à la fois.

Pouvez-vous nous raconter votre carrière musicale ?

Tout petit, je jouais de la mandoline. J'ai aussi joué de l'oud et je suis entré au conservatoire pour en apprendre plus. J'écoute beaucoup de musique classique, mais aussi de la world music et, après toutes ces découvertes, je me suis tourné vers le violoncelle, instrument que je pratique maintenant de manière professionnelle. Quand on apprend la musique, je pense qu'il faut aller vers les choses les plus anciennes, comme des enregistrements ou des sources écrites. J'ai donc eu accès à ces sources, mais il n'y avait pas d'enregistrement sonore à l'époque. En comparant ces sources écrites avec les musiques baroques de l'époque, j'ai débuté sur cette voie musicale. Le violoncelle est certes un instrument occidental, mais c'est celui qui me permet le mieux de m'exprimer. Je ne suis pas quelqu'un de très romantique et les chansons d'amour ne m'attirent pas trop, je préfère les morceaux plus réalistes. J'ai choisi des motifs anatoliens pour mon premier album et on y trouve aussi des œuvres du Sultan, des œuvres d'un arménien pour son fils mort, d'un barde villageois ou d'un juif, tout un grand éventail qui s'étend de l'Empire ottoman à aujourd'hui, il y a des traces de toutes les civilisations dans

cet album. Il y a aussi un morceau d'Aşık Veysel qu'il a écrit pour le fleuve Kızılırmak, ainsi que des musiques de guerre, comme le merter. Il faut donc revenir à la source. Il faut connaître les musiques de mevlevi en Turquie pour connaître la musique classique de Turquie ; il y a des morceaux très religieux, arméniens. Dans ce premier album, il y a les différences de l'Anatolie, le deuxième album rassemble plutôt les chants traditionnels de civilisations et religions différentes que l'on trouve aussi en Anatolie, mais avec ma touche personnelle inspirée des motifs anatoliens. Tout ceci a été fait avec un violoncelle, et c'est la première fois dans le monde. Ce sont en fait les prières du violoncelle. Le premier album s'intitulait « Le violoncelle dévoile l'esprit de l'Anatolie » et il a été terminé en 2005. Le second album a nécessité 3 ans de travail et vient de sortir. Les grands artistes du monde et de notre pays comme Ray Charles, Elvis Presley, Cem Karaca sont souvent partis de musiques religieuses.

Avez-vous pris exemple sur d'autres musiciens ?

Le violoncelle a été utilisé dans les palais ottomans, nous avons en mains les enregistrements du maître Cemil bey, qui est à la base un joueur de tambura, mais il

a aussi utilisé le violoncelle en changeant les accords. J'ai donc adapté les techniques occidentales à la musique turque. J'ai aussi étudié les musiques populaires de Turquie, comme celle de l'Égée, celle de la mer Noire... puis les musiques du monde. J'ai incorporé des choses qui n'existaient pas dans la culture du violoncelle, j'ai donc inventé une nouvelle technique.

Quels ont été les échos des sorties de vos albums ?

Des revues internationales très importantes de critique musicale en ont parlé et j'ai eu de bonnes critiques. Ils ont aussi inséré un morceau dans leur playlist. J'ai ensuite été appelé en Europe pour des concerts, une tournée aux Pays-Bas et en Belgique. Ensuite, j'ai été invité dans un institut pour enseigner mes techniques à des professionnels du violoncelle. Les radios du monde entier diffusent les morceaux et, peut-être y aura-t-il une tournée en Amérique, j'ai eu des propositions.

Les albums se sont-ils bien vendus ?

Je ne m'intéresse pas aux ventes de l'album. Je fais de la musique rien que pour moi, pour me satisfaire. La musique me permet de m'exprimer. Cependant, ce que je peux dire sur cet aspect économique, c'est que le premier album a été réédité deux fois. Pour



Uğur Işık

un album peu commercial, je pense que les résultats sont bons mais je n'y porte pas beaucoup d'intérêt.

Que représentent la musique classique et la musique de Turquie pour vous ?

Certains veulent utiliser la musique turque pour en faire des symphonies, parce que la musique turque est très riche. J'ai toujours écouté de la musique classique turque, de la musique occidentale, mais aussi de la musique populaire. La culture, qu'elle soit religieuse ou populaire, appartient à tous, tout le monde devrait se l'approprier. La musique de Turquie ne s'était jamais inspirée des autres musiques, elle a tracé sa propre route mais depuis qu'elle s'est inspirée des autres, elle a perdu de sa splendeur. Toutefois, on ne peut pas non plus refaire les musiques anciennes comme elles étaient à l'époque, parce que d'une part, on ne ferait rien avancer, mais ce serait d'autre part une injustice pour l'œuvre originale qui possède déjà ses enregistrements. Faire de la musique, c'est laisser quelque chose en héritage. La musique doit toujours être en mouvement.

* Propos recueillis par
Öniz İpek Pekin

Karagöz et Hacivat : Le jeu d'ombres turc traditionnel (Suite de la page 1)

Le jeu d'ombres traditionnel des Turcs, Karagöz et Hacivat, va être proposé à l'UNESCO pour protéger l'héritage culturel turc. Le maître Tayfun Özeren nous raconte les origines et les difficultés de cet art.

Depuis quand faites-vous ce travail et pourquoi avez-vous choisi cette voie ?

Je l'aimais déjà beaucoup quand j'étais enfant et j'ai commencé suite aux encouragements de mon instituteur lorsque j'étais en troisième année d'école primaire. J'ai commencé au sens professionnel en 1997 à Bursa, où j'ai appris que les Karagöz n'étaient pas faits de papier mais de cuir, de taille de 35 à 38 cm et qu'il fallait une grande scène et utiliser la lumière. J'ai ensuite participé à une formation organisée par le Centre de recherche et de développement des cultures populaires du ministère de la Culture et l'Union internationale des jeux de marionnettes et d'ombres (UNIMA) liée à l'UNESCO et j'ai été premier deux fois de suite à Bursa. Mes maîtres, Metin Özlen, Tacettin Diker et Orhan Kurt sont des maîtres très particuliers. L'apprentissage ne suffit pas pour Karagöz, il faut aussi un certain talent.

Comment est joué Karagöz et Hacivat ?

Hacivat et Karagöz est joué avec un rideau droit et blanc, que l'on appelle « le miroir ». Derrière ce rideau, nous faisons reposer leurs pieds sur une grande planche. Après les pieds, on retrouve le point de contrôle du corps. Lorsque le point de contrôle s'appuie sur le rideau, le dessus du corps joue. S'il le faut, on peut faire jouer les pieds aussi, et faire des pas. Comme il y a de nombreuses articulations – quatre pour Hacivat, sept pour

Karagöz – nous les faisons jouer en s'appuyant sur le rideau au-dessus de la planche. Des trous dans ce rideau font passer la lumière et les couleurs, et font apparaître les traits de la marionnette. On appelle « el peşrevi » la capacité à bien faire jouer les marionnettes. Lorsque ce « el peşrevi » est bien réalisé, la pièce aussi sera belle, comme jouée par un vrai personnage humain... Il y a un hayali dans la pièce de Karagöz, et c'est lui qui joue tous les personnages, réalise toutes les voix et improvise. Cette personne est un réalisateur, un comédien, un régisseur de lumières, elle fait tout. Ce talent ne s'acquiert qu'avec la relation maître-élève et les maîtres ne révèlent pas trop leurs secrets. C'est pendant ma formation en 1997 que j'ai appris moi-même à constituer les marionnettes de cuir, puis j'ai formé deux apprentis.

Quelle est la place de Karagöz et Hacivat dans la culture turque ?

Karagöz et Hacivat ont un passé de 650 ans dans la culture turque. Ces personnages s'inspirent de personnes qui ont vraiment vécu. Karagöz Balı Çelebi était le postier du préfet de Constantinople au temps de Byzance, et il était aussi maître forgeron. Hacivat (Hacı İvaz) était un maître maçon et il faisait du commerce sur la route de la

soie entre Bursa et Bagdad ; c'est un homme lettré, savant, poli. Il existe des documents sur ces personnes à Bursa.

L'origine du jeu d'ombres se situe en Chine. Lorsque la femme d'un grand empereur de Chine est morte, on a voulu tromper l'empereur en montrant une silhouette de femme derrière le rideau et on lui a dit « ta femme vit toujours, ne sois pas triste ».

Lorsque le sultan Yavuz Selim a vu une de ces pièces lors d'une campagne militaire, il l'importa en Anatolie. Le cheik Kûşteri était attristé de la mort de Karagöz et Hacivat, et il a commencé à jouer ces personnages devant le rideau. C'est ensuite devenu traditionnel, et les pièces ont été jouées lors des longues nuits d'hiver, du ramadan, des fêtes, des palais.

Karagöz représente l'humour, le caractère du peuple turc. Hacivat représente, quant à lui, l'homme raisonnable, riche, le pouvoir. Ce contraste comique est en fait la première institution du théâtre turc vieux de 650 ans. Les silhouettes de type comique comme Beberuhi, Kekeme, les Femmes voilées, Himhim Yaşar ont été ajoutées pour augmenter les personnages. À la fin du XIX^e siècle, Hafız Çelebi a ajouté un décor aux jeux de Karagöz.

Ces personnages portent-ils aussi un message social ?

Karagöz et Hacivat s'adressent des plus petits aux plus grands et ce n'est pas seulement du

divertissement, il y a aussi des messages sociaux. Les jeux de Karagöz portent des traces de la structure sociale du peuple turc, de la philosophie mystique, c'est notre propre culture. En réalité, elle se destine aux adultes, mais on l'utilise aussi pour éduquer nos enfants. Nous travaillons avec l'Administration privée de la Province de Bursa, où nous jouons chaque jour une pièce dans 217 écoles réparties dans trois villes. essayons d'éveiller les enfants aux sujets comme l'environnement, le réchauffement de la planète, la propreté, la morale, le trafic.

Quelles sont les facteurs qui font que Karagöz et Hacivat existent toujours dans la société turque ? Avez-vous des soutiens de la part du ministère de la Culture ou d'institutions privées ?

Ce sont des efforts individuels qui permettent d'assurer notre survie. Nous nous réunissons sous le toit de l'association UNIMA, mais les soutiens sont limités : l'Administration privée de la Province de Bursa nous ont soutenus pendant 7 mois, nous permettant d'établir des contacts avec 56 000 élèves. Nous avons aussi joué à l'Hôtel Önderhan de Bodrum. Ces initiatives nous donnent la chance de sauvegarder cette tradition et de la transmettre aux futures générations. Les jeux de Karagöz sont en vogue au moment du mois du ramadan. Il est difficile de poursuivre sans un niveau de financement pour l'artiste et, lorsque l'on investit, Karagöz progresse et la culture est transmise aux autres générations. Il faut que les artistes vivent pour que Karagöz puisse vivre.

* Propos recueillis par Mireille Sadège



Tayfun Özeren

Ezginin Günlüğü a 25 ans

Connu comme un des premiers interprètes de la musique dite özgün (originale) en Turquie, Ezginin Günlüğü a réuni les meilleurs musiciens de Turquie afin d'enregistrer un album intitulé « Quart », pour sa vingt-cinquième année artistique. Le groupe a interprété avec succès les œuvres de grands poètes comme Nazim Hikmet ou encore Orhan Veli. Nous avons rencontré Hüsnü Arkan, chanteur du groupe qui donne aussi vie à l'ensemble grâce à ses compositions.



Bien que le nom du groupe (le Journal des Mélodies) ait été adopté parce qu'il avait pour sens « un journal – au sens privé – imprégné de mélodies », le groupe est devenu le journal de la Turquie avec sa vie artistique depuis 25 ans. Mais ce journal garde la même ligne depuis des années ; la couleur de leur musique, les histoires racontées, même si les conteurs ont changé, ceux qui écoutent restent les mêmes. Le groupe a préservé un style particulier parce qu'ils disent vouloir se tenir loin des fluctuations et des tendances du secteur de la musique. Arkan nous dit aussi prêter beaucoup d'attention aux paroles, et choisir pour cela des textes proches de la poésie.

Ce groupe traite même de la souffrance avec des montées et des descentes tendres dans la voix. Alors que la chanson est à son point le plus triste, une montée soudaine stimule les auditeurs. Selon le chanteur, ces passages marqués ne sont pourtant pas définis à l'avance : « Nous arrivons donc à exprimer nos sentiments parce que nous faisons notre travail avec sérieux. Les sources que nous utilisons sont très différentes, c'est pourquoi il peut y avoir une particularité dans notre travail. Nous bénéficions de la musique populaire et de la musique classique turque, mais aussi des sonorités occidentales. Lorsque l'on réunit toute cette diversité, cela plaît à nos auditeurs. »

Le groupe a poursuivi ses activités aux Pays-Bas pendant un temps, et donné de nombreux concerts pendant cinq ans. Cette expérience leur a beaucoup apporté, même s'ils n'y ont pas enregistré d'album. Arkan se voit tel un étudiant tout au long de sa vie. Il a commencé des études d'architecture, mais il a terminé dans le droit. « Je n'ai pas étudié le droit pour devenir avocat ou procureur, explique-t-il, je voulais juste apprendre. J'apprenais en droit les mécanismes sociaux et politiques, j'étais curieux et je voulais avoir un point de vue sur le monde. » Il partage son point de vue sur les choses, son appréhension sur la vie avec la poésie et les paroles de chansons. « Je ne sais pas ce qui résulte de ce que je dis, mais je suis persuadé que cela apporte à certains. Parce que moi aussi, j'apprends toujours quelque chose de mon entourage », dit-il.

Le marché de la musique en Turquie est très diversifié pour Arkan. La musique traditionnelle continue à être écoutée, alors qu'elle ne l'est quasiment plus en Europe. Cependant, le marché fluctue aussi selon les modes qui ont cours dans le monde. Arkan déclare aussi que le téléchargement sur Internet a porté un coup au marché en Turquie, mais que des mesures

pour y remédier sont possibles. « Les musiciens et chanteurs en Turquie avancent de manière déterminée, dit-il. La musique rock a toujours existé, mais il y a eu une sorte de synthèse ces derniers temps, et ceux qui font de la musique instrumentale sont plus nombreux. Il y a eu aussi beaucoup de progrès dans la musique occidentale et c'est pourquoi je ne pense pas que le marché de la musique en Turquie soit en deçà du marché mondial. Notre secteur est très riche, les passionnés de musique commencent à le remarquer. Désormais, certains réunissent le jazz et le folk, la musique classique turque et la musique occidentale, et ils le font très bien. »

Revenons à l'album dénommé « Quart », sorti en honneur des 25 années d'Ezginin Günlüğü. 25 artistes importants ont interprété 25 morceaux du groupe, réalisant ainsi un album très plaisant à écouter. Pour les choix des morceaux, Hüsnü Arkan nous explique que Nadir Gökçürk et lui n'ont pas été très impliqués, et c'est plutôt Gökhan Tümkaya et Burhan Şeşen qui s'en sont occupés. Au final, l'album les a satisfaits, leur faisant un joli cadeau.

En plus d'être chanteur, Arkan a publié trois livres. Il écrit des romans, des poèmes, et chante. « Je fais tout cela sans penser à la réussite, nous dit l'artiste modeste. Cela m'apporte beaucoup et m'aide à m'exprimer. Ce sont des manières différentes de le dire, mais tous proviennent de moi. Peut-être que je complète ce qui manque dans l'une, mais je ne sais pas si ceux qui me lisent et m'écoutent le pensent ainsi. »

La Turquie est un pays où la poésie est très importante, parce que nous avons un héritage fait de Mevlana, Yunus Emre ainsi que des poètes au début du siècle comme Yahya Kemal, Ahmet Haşim, et Nazim Hikmet et Orhan Veli dans la poésie moderne... C'est une grande richesse. Je ne me vois pas comme un poète, parce que je sais comment les poètes ont vécu. Ils pensent poésie tant qu'ils sont éveillés, alors que je ne fais que prendre quelques petites notes. J'ai un dossier de poésie de 20 ans. Peut-être publierai-je un autre livre, mais pas de poésie. Mais j'aime toujours lire de la poésie », dit-il.

Le quatrième livre d'Arkan sortira bientôt et le groupe pense sortir un nouvel album en 2009. Avant de terminer notre entrevue, il ajoute : « Je ne vois pas le peuple turc comme différent des autres peuples du monde mais il faut que les études aient une plus grande importance. Je pense que nous serons encore mieux dans 10 ans et j'espère que votre merveilleux journal vivra encore longtemps. »

* Eda Bozköylü



Une sélection des émissions de TV5 Monde Europe – décembre 2008

Documentaires

Balapan, les ailes de l'Altaï

Le 13 décembre à 4 h 30

Tous connectés ; Internet et les Français

Un documentaire consacré à la manière dont les Français sont, ou ne sont pas encore, préparés à la déferlante technologique que constitue Internet.

Le 1er décembre à 4 h 30

Face-à-face avec nos ancêtres

De décennie en décennie, la connaissance de nos origines progresse. Certaines fouilles archéologiques récentes ont fourni de précieux indices sur notre évolution.

Le 5 décembre à 15 h

Films

Violence des échanges en milieu tempéré

(Drame) le 4 décembre à 21 h

Réalisé par Jean-Marc Moutout en 2004, avec Jérémie Rénier et Cylia Malki

Le Prix du danger

(Drame, Action) le 1er décembre à 18 h 25
Réalisé par Yves Boisset en 1983, avec Gérard Lanvin et Michel Piccoli

Le Dernier Seigneur des Balkans

Un demi-siècle de l'histoire des Balkans, depuis la chute de l'Empire ottoman jusqu'au début des années 50.

(Saga familiale)

Réalisé par Michel Favart en 2005

Les Fils de l'aigle, 1914-1924

Le 5 décembre à 18 h 25

Le Camarade rouge, 1924-1943

Le 7 décembre à 21 h

L'Or du diable, 1943-1949

Le 14 décembre à 21 h

Les heures indiquées sont celles de Paris

Le Moulin Rouge...

À Paris, dans le quartier de Pigalle, sur le Boulevard de Clichy, un moulin rouge, qui semble sûr de lui, de par son histoire et son allure. Incontournable Moulin Rouge mondialement connu pour son french cancan. Lors de mon voyage en France, le premier, notre directeur de la publication, Hüseyin Latif, m'a fait une surprise en m'offrant une invitation afin que je découvre ce lieu magique. Voici quelques impressions de cette visite...



Je ne savais pas ce qui m'attendait lorsque je suis entrée à l'intérieur en passant par la grande porte, bien que j'essayais de le deviner avec les panneaux et affiches figurant à l'entrée. Je savais seulement que cela allait être époustoufflant et assister au spectacle dans l'enceinte de l'historique Moulin Rouge m'impressionnait déjà beaucoup.

Un petit abat-jour rouge et une bouteille de champagne étaient sur notre table, proche de la scène. Même la photographe présente dans la salle ressemblait à ces filles que l'on voit dans les magazines... Et la salle commença à se remplir...

Lorsque le rideau noir qui couvrait tout le mur en face de nous se leva, on entendit d'abord une musique : « Danse danse Paris danse, Paris danse danse ! ». Dans un décor somptueux, des filles, plus belles les unes que les autres, ont alors commencé leur danse, dans des tenues très colorées. Je ne me rappelle pas comment le temps a passé ensuite. Le décor qui change à chaque ouverture de rideau, les musiques, les chorégraphies magnifiques, la beauté des danseuses et les spectacles divertissants des showmen entre chaque spectacle de danse. Et ce n'est là que quelques exemples. Hüseyin Latif m'avait précisé : « Lorsque la revue se terminera, vous penserez avoir rêvé ». Et il avait vu juste, sauf que je me souviens du rêve en entier et je ne l'oublierai jamais.

La revue « Féerie » se joue depuis bientôt dix ans et la variété des tenues lors de ce spectacle est un des points qui ont attiré le plus mon attention. Alors que je m'attendais seulement à un spectacle de danse, les

entractes transformaient le lieu en un cabaret divertissant, avec les six petits chevaux, le gentil chien nommé « Alice » que fait parler un ventriloque, l'homme qui propose un spectacle de magie avec des balles de ping-pong (je ne savais pas qu'on pouvait faire autant de choses avec une balle de ping-pong), les clowns danseurs et Olga qui danse au milieu de ses serpents.

Le Moulin Rouge est le plus ancien cabaret parisien, créé en 1889 par Oller et Zidler. Si votre chemin passe par là, laissez-vous aller dans le monde des rêves, une coupe de champagne à la main.

* Inci Kara



**LE DEPARTEMENT
INFORMATIQUE
DE VOTRE ÉTABLISSEMENT**

Tél : 90 216 325 82 62
Email : marmara@marmara.net

Preferred Partner



Microsoft
SOLUTION PROVIDER



Networking Infrastructure Solutions
International Member Solution
IBM Business Solutions

www.marmara.net

Bertrand Delanoë, « le Maire du monde » en visite à Istanbul (Suite de la page 1)



Catherine Durieux Hüseyin Latif Bernard Emié Kadir Topbaş

Paris, a présenté sa mission au sein du conseil des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), qu'il préside depuis sa création en 2004. La communauté francophone turque était présente lors de cette soirée d'accueil.

Nous avons pu y voir, entre autres, M. Yann de Lansalut, directeur du lycée Notre Dame de Sion, le directeur de la succursale turque de Michelin, M. Jérôme Laurent et M. Murat Yalçintas, président de la chambre de commerce d'Istanbul. Le maire d'Istanbul, M. Kadir Topbaş était également de la partie.

M. Delanoë était, sans conteste, charmé par l'accueil que lui avait réservé M. l'Ambassadeur et Mme la Consule, ainsi que par la ville d'Istanbul elle-même qu'il décrit comme « un lieu de rencontres spirituelles où les gens ont le goût de vivre ensemble tout en étant différents ». Dans un discours

prononcé à l'ensemble des invités, il a vanté le rayonnement national et international des lycées français de Turquie et de l'Université Galatasaray, qu'il voit comme l'aboutissement de relations franco-turques réussies. Et à titre personnel, il s'est prononcé en faveur des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Il nous a confié que selon lui, « les peuples turc et français sont destinés à être les deux peuples courageux qui peuvent permettre ce rapprochement entre l'UE et la Turquie ». Il prévoit d'ailleurs un déploiement de grands événements dans la capitale parisienne durant la saison culturelle de la



Murat Yalçintas Yann de Lansalut

Turquie en France. « Paris organisera pour l'occasion de nombreuses expositions, des spectacles de danse, des projections de films turcs, notamment dans le cadre du festival 'Paris Cinéma' dans lequel la Turquie sera le pays à l'honneur », a précisé le maire de Paris.

Mais la venue de M. Delanoë à Istanbul est d'abord motivée par la tenue d'une réunion du conseil des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU). Il l'a répété durant toute la soirée, M. Delanoë croit en la coopération au sein des instances internationales. « Cette association internationale des élus locaux a pour but principal de lutter contre la pauvreté en favorisant le dialogue entre les civilisations, de permettre un meilleur accès à l'eau et d'améliorer le service public local », a-t-il expliqué. Agé de quatre ans, l'association des CGLU sera présidée par M. Delanoë jusqu'en 2010. Et c'est en tant que « maire des maires du monde » qu'il avait promis à Kadir Topbaş qu'une réunion des CGLU se déroulerait à Istanbul. « Il s'agit pour nous d'aller représenter les collectivités locales dans toutes les régions du monde, sans en excepter une seule, et auprès de toutes les institutions internationales », a dit Bertrand Delanoë avant de préciser que l'ONU les a déjà mandatés pour travailler à la résolution de problèmes mondiaux, tels que la lutte contre la pauvreté.

Lors de la réunion stambouliote de ces CGLU, les questions traitées ont été les suivantes : la recherche d'une réponse à la crise au sein des différentes collectivités locales du monde, l'inclusion sociale et par là même, la question de l'exclusion so-

ciale et enfin les problèmes liés à l'accès à l'eau, encore inégal dans le monde. Ce consortium international que représente les CGLU représente les principales grandes villes du monde, mais aussi les collectivités régionales ainsi que les représentants de



Marine Deneufbourg Jérôme Laurent

fédérations nationales de villes. Tous ces acteurs participent à un réel débat, devant aboutir à de réelles actions en faveur de l'égalité à travers le monde, mais aussi en faveur de la paix. « Nous avons la chance de contribuer à l'apaisement de conflits en nous réunissant tous ensemble autour d'une table et en travaillant en vue des mêmes objectifs. Par exemple, des villes palestiniennes et israéliennes échangent au sein des CGLU », nous a indiqué M. Delanoë. De formidables perspectives donc, qui devraient être prochainement suivies - en théorie - d'actes plus concrets.

* Marine Deneufbourg

Dernière minute, l'éthique du journalisme



* Dr. Hüseyin Latif

Le journaliste écrit son article après avoir vérifié ce qu'il a entendu - si cela correspond à la ligne éditoriale - ou alors ce qu'il a directement vécu, et il n'est jamais contraint de dévoiler ses sources.

Mais parfois, il partage ce qu'il ne souhaite pas écrire avec des confrères ou certains responsables.

Dans un pays démocratique, nul ne peut lui demander des comptes ou le sanctionner pour cela. Personne ne peut lui dire : « Vous devez le démontrer ! »

Le journaliste est libre ; tout comme il n'est pas

contraint de dévoiler ses sources, il n'a pas non plus l'obligation de prouver ses conversations et peut toujours dire : « Si cela vous intéresse tant, faites donc vos propres recherches. »

J'ai entre les mains l'original du livre « Le Journalisme en vingt et une leçons » publié par les Éditions de la Baconnière Boudry à Genève (1946). Les pages ont pris l'humidité, elles ont jauni... mais ce qui reste à l'intérieur n'a pas pris une ride.

Je l'avais acheté chez un bouquiniste à Istanbul. C'est désormais un de mes livres de chevet.

Des confrères et des personnes curieuses de cette leçon de journalisme se demanderont pourquoi j'ai changé à la dernière minute mon éditorial en ce dimanche 30 novembre 2008.

En lisant les journaux, par un matin ensoleillé à Istanbul, j'ai eu l'envie de citer les titres qui avaient peut-être échappé aux lecteurs. À la table d'à côté, une jeune et jolie française prend un cours d'histoire sur l'arrivée des Seldjoukides en Anatolie, auprès d'un monsieur turc. Ne parlant pas français, ce monsieur, que je devine professeur d'université, explique en anglais cette période s'arrêtant aux Ottomans, à l'aide de schémas. La jeune fille écoute avec attention, et prend des notes.

J'en reviens aux titres intéressants des journaux, qui nous donnent à réfléchir :

- Au cœur de la crise, le lieu des Turcs blancs Paper Moon, Reha Muhtar, Vatan, supplément du dimanche, page 2 ;

- Le Coran autorise-t-il les journalistes à aller partout ? Selahattin Duman, Vatan, supplément du dimanche, page 17 ;

- Va-t-en, cela suffit, Oktay Ekşi, Hürriyet, page 1 ;

- Le monde désire de l'amour, les Turcs de l'argent, Ayşegül Akyarlı Güven, Hürriyet, page 8 ;

- Rocard, Sarkozy vous découvre, Gila Benmayor, Hürriyet, page 23 ;

- 13 femmes sont entrées dans ma vie hier, Ertuğrul Özkök, Hürriyet, page 27.

J'allais continuer, mais je suis resté bloqué sur l'article du directeur de la rédaction du journal Hürriyet. Il a écrit avant moi ce que j'aurais voulu écrire. Lisons-le :

« ... »

Parfois je ressens une grande solitude. Parfois, une passion de vivre que je n'avais jamais soupçonnée.

Parfois, une profonde tristesse.

Parfois, un drôle d'état que très peu de gens connaissent.

Parfois une femme.

Parfois, des femmes.

Hier appartient aux femmes (qui sont entrées dans ma vie

... »

Dans 6 mois, notre journal - de 50 pages - partira à l'assaut des siècles à venir. Il traitera des relations turco-françaises vieilles de 500 ans avec 50 auteurs. Réservez vite ce numéro très spécial, qui fait l'objet d'un travail très particulier.

À l'année prochaine.

* Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

12 numéros : 40 € Turquie 18,70 € France 50 € Europe Version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 12 numéros

Le kit de 25 exemplaires 400 € Turquie 500 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : .../.../... Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapi Kredi (no de succursale : 0 217 Moda İstanbul no de compte en euros : 60901314; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe : chèque (à l'ordre de CVMag),
- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France
Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@gmail.com

alt 44

Droit aux Clubs pour tous !



TURQUIE

Club Marmara

Kimeros Hôtel

339 € TTC

7 nuits en formule "tout compris", vols inclus !

Marmara
Droit au voyage

Dans votre agence de voyages ou marmara.com

0892 161 161

Uludağ : ses sommets neigeux, son eau gazeuse, ses thermes et sa cuisine inoubliables

Un léger vent à Istanbul, un jour pluvieux, les dernières gouttes de l'automne... L'hiver approche, c'est pourquoi je ne peux pas dire que je suis très heureuse. Le meilleur côté de l'hiver, selon moi, ce sont les plans de vacances plus divertissants. Mes années lycéennes me reviennent soudain à l'esprit. Ainsi que les jours de « Noël à Uludağ » qui me faisaient oublier les difficiles leçons de Notre-Dame-de-Sion...



Nous nous levions tôt, et nous rendions au sommet neigeux d'Uludağ après avoir petit-déjeuné. Alors que l'on faisait route vers les hauteurs de la montagne en télésiège, nous observions le paysage qui dégagait une forte odeur de pin. Nous nous laissions ensuite aller sur la neige avec des skis, une planche, parfois une luge. Les jeux de neige duraient des heures.

Vers midi, en raison du froid, ou parfois à cause du soleil qui nous rougissait le visage, nous allions souffler au Café Beceren et retournions à l'hôtel après avoir goûté les alcools pendant les « happy hours ». Il y avait Noël à l'époque à Uludağ. Les dernières vacances de décembre... Mes souvenirs : les heures de discussion autour de chocolat chaud, observer la neige à deux heures du matin, en dégustant un sandwich au saucisson avec du vin chaud. Les journées qui prenaient fin avec les concerts live. Se lever tout de même tôt pour retourner aux jeux de neige. Les souvenirs ont laissé place à la réalité mais Uludağ reste dans ma mémoire, comme le lieu des meilleures vacances d'hiver que j'ai passées.

« La neige a commencé à tomber à Uludağ. Uludağ s'est couvert de blancheur. » C'est ce que disaient les agences d'information le 18 novembre, le jour où je terminais cet article ! Ce doit être un signe... L'épaisseur de la neige a atteint 3 centimètres au sommet. Les chutes de neige vont continuer les jours suivants. La saison à Uludağ a donc débuté...

Selon Hérodote, Uludağ est la montagne de l'Olympe et a pris place dans la mythologie comme le lieu où s'est déroulée la Guerre de Troie. La ville est située dans la province de Bursa, quatrième province de Turquie, et se trouve à 45 minutes de la ville principale. Haut de 2543 mètres, le mont a la particularité d'être le plus grand centre de sports d'hiver de Turquie avec ses infrastructures modernes et son premier téléphérique. Ancien volcan, c'est aussi la plus grande montagne de la région de Marmara. La montagne s'étend du Nord-Ouest au Sud-Est sur 40 km.

À l'époque de l'Empire romain, lorsque celui-ci accepta le christianisme, les premiers monastères ont été fondés à Uludağ au III^e siècle et leur nombre a atteint son sommet au VIII^e siècle. Le commerçant allemand Reinhold Lubenau, qui s'est rendu à Bursa au XVI^e siècle, précise que les monastères ont été construits avec des pierres sans ciment. 28 monastères ont été construits dans les collines et les vallées entre Nilüferçay et Deliçay à Uludağ. Lorsque le deuxième empereur ottoman, Orhan Gazi, a pris possession de Bursa après un long siège, une partie des monastères habités par des moines dans les montagnes ont été désertés, d'autres sont devenus des lieux d'isolement des derviches musulmans comme Doğlu Baba, Geyikli Baba, Abdal Murat. Après leur prise de Bursa, les Turcs ont appelé cette montagne « la Montagne des moines ». « Olympe Myosis », ou encore « la Montagne des Moines », a pris le nom d'Uludağ suite à la proposition d'Osman Şevki Bey, le premier à escalader l'endroit dans l'histoire de la République, et aux démarches de la Communauté de Province de Bursa en 1925. L'escaladeur a lui-même choisi « Uludağ » comme nom de famille, le préférant à son surnom qui était « Bursalı ».



Le tourisme ne se limite pas à la seule saison d'hiver à Uludağ, dont la beauté naturelle impressionne constamment les visiteurs, l'utilisation de l'espace pour le camping, le trekking et le pique-nique fait d'Uludağ un lieu attirant tout au long de l'année. En 1961, le parc d'Uludağ devint un Parc national et il propose aujourd'hui des zones pour le camping et les caravanes. Le Parc national d'Uludağ, avec 27 300 hectares, est le plus important centre d'hiver avec ses capacités d'accueil et sa proximité de grands centres d'habitation et on y skie six mois de l'année.

Les bienfaisantes eaux chaudes de Bursa, au nord d'Uludağ, font de la région un lieu riche en stations thermales. Situées dans la région de Çekirge à Bursa et utilisées comme centres de santé depuis l'époque romaine, et dans les sous-préfectures de Gemlik, Inegöl, Orhaneli, Orhangazi et Mustafakemalpaşa, les stations thermales sont très fréquentées par les touristes nationaux.



Dans la première Région de développement (hôtels), on trouve quatorze hôtels et cinq pensions-caféterias appartenant au secteur privé et seize centres d'éducation publics, dont trois hospices. Il y a aussi quinze remontées mécaniques. Déclarée centre de tourisme en 1996, la deuxième Région de développement compte sept établissements et quatre autres, ayant obtenu une autorisation, sont en travaux. Selon les déclarations de la municipalité de Bursa, cette Région possèdera tout comme la première une capacité de 5 000 lits.

Uludağ a une autre signification pour moi – et pour beaucoup d'autres : l'eau gazeuse légendaire distribuée par Uludağ, l'un des plus novateurs et des plus grands du secteur de l'eau gazeuse en Turquie depuis les années 1930. La formule spécifique du « gazoz » Uludağ est gardée secrète depuis 1933. Les nouveaux produits lancés sur le marché sont toujours suivis de près ; actuellement, la limonade est le produit de la marque le plus en vue, parce que le goût de cette boisson sucrée rappelle celle que l'on fait à la maison. L'eau gazeuse provient de sources naturelles près du village de Çaybaşı, au sud-ouest d'Uludağ, jaillissant de failles formées il y a des milliers d'années, et sa nature est propre aux couches de terrain qu'elle traverse.

Si vous décidez un jour de vous rendre à Uludağ, en passant par Bursa...

Allez d'abord goûter le kefta d'Inegöl, le kebab Iskender (au yaourt), le kefta au pide ou encore les raviolis de Bursa préparés au four, mais aussi, comme dessert, des figues aux noix ou le dessert aux marrons, parce que Bursa est la région des marrons. Le kebab aux marrons est le meilleur et le plus sain « grignotage » des jours d'hiver. Le marron contient du potassium, du phosphore, du magnésium, du calcium, du fer, du sodium, ainsi que les vitamines C, B1 et B2. Ce fruit agit sur l'excès de cholestérol et convient pour renforcer le physique et le mental en hiver.

N'oubliez pas aussi de visiter le bâtiment historique de la mairie de Bursa, son château et ses remparts, ses églises et ses mosquées aux architectures variées, son musée municipal et son musée archéologique, ses plateaux aux paysages et à la végétation magnifiques. À une heure de voiture, vous pouvez même voir les faïences mondialement connues d'Iznik. Dans cette charmante province aux œuvres seldjoukides et ottomanes, vous pouvez vous abandonner à vos rêves face au lac d'Iznik, entouré d'oliviers et de jardins.

* Inci Kara





Centre de Commerce international d'Istanbul



Université de Commerce d'Istanbul

CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL

Notre objectif :

Une Turquie impliquée dans le monde,
avec toutes ses régions développées et toute sa population sereine.
Pour cela, nous réfléchissons, débattons, planifions et appliquons.
Voici quelques-uns de nos projets réalisés ou en cours, au service
de la Turquie et du monde des affaires turc :

- Centre de Commerce international d'Istanbul
- Université de Commerce d'Istanbul
- Circuit d'Istanbul Park (Formule 1 Istanbul)
- Écoles et cours professionnels pour l'Éducation nationale
- Travaux afin de faire la presqu'île historique un centre culturel et touristique.
- Restauration et protection des richesses culturelles et historiques
- Bourse des Industries annexes turques
- Projet de première aide aux PME pour l'exportation
- Activités de soutien à l'éducation, à la culture et au sport
- Foires et Expositions



CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL

Reşadiye Caddesi 34112 - Eminönü - İSTANBUL Tel: (0 212) 455 60 00 Fax: (0 212) 513 15 65 - 520 16 56
www.ito.org.tr



La Méditerranée doit devenir une marque

Les dirigeants du commerce méditerranéen se sont retrouvés lors de la célébration de la vingt-cinquième année de l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (Ascame) à Barcelone. Le président de l'Ascame, le Dr Murat Yalçintaş, a déclaré qu'il était nécessaire de « former une marque méditerranéenne dans de nombreux domaines, du tourisme à la gastronomie, de la logistique à l'industrie ». Les manifestations qui ont eu lieu avec la participation du prince d'Espagne ont contribué également de manière significative aux relations entre la Turquie et l'Espagne.



La Chambre de commerce de Barcelone a accueilli entre le 11 et le 13 novembre la dix-neuvième assemblée générale et les manifestations pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Ascame, créée en 1982 dans le but de développer le partenariat économique et social entre les pays qui ont une rive méditerranéenne. Le prince d'Espagne Felipe de Bourbon et la princesse Letizia Ortiz ont participé à la dix-neuvième assemblée générale de l'Ascame.

Il a été débattu de la crise mondiale pendant l'assemblée générale, ainsi que des précautions à prendre, notamment pour les PME qui sont le plus affectées par la crise. Le président de l'ITO, le Dr Murat Yalçintaş, président de l'Ascame depuis juillet 2007, ainsi que le secrétaire général de l'ITO, le Dr Cengiz Ersun, ont participé aux réunions, aux côtés des membres de l'assemblée de l'ITO Abdullah Atalar, Zekai Erez, Bayram Erat, Mustafa Dalgın, Ali Murad Kızıtaş et Abdullah Sünusi Mıroğlu.

Lors de son discours, le Dr Murat Yalçintaş a fait savoir que la Méditerranée est « quasiment la seule » région qui a permis le développement de l'histoire mondiale et des civilisations.

Le bassin de la civilisation

Le Dr Yalçintaş a déclaré que la Méditerranée, qui unit des pays différents dans un même bassin civilisationnel, est aujourd'hui le nom d'un objectif commun et celui de l'avenir, et a ajouté : « Je pense

que c'est une plate-forme très importante où les différences pourront coexister autour d'un même futur. Aujourd'hui, l'Ascame, à l'Ouest de la Méditerranée en Espagne, est à la porte d'une nouvelle période, qui repose sur un passé de 25 ans d'expérience. La vitesse qu'ont prise les actions entreprises pendant ces 25 années a assuré la réalisation de plus grands projets et partenariats. C'est à nous de montrer que différentes sociétés, religions et cultures peuvent travailler et vivre ensemble pour un avenir commun. »

Rappelant que la Méditerranée est le carrefour de trois continents, où l'Afrique, l'Europe et l'Asie se côtoient, le Dr Yalçintaş a poursuivi en disant que la « Méditerranée souligne le fait qu'il ne peut pas avoir d'Europe sans l'Asie occidentale. Sans l'Afrique du Nord, le sud de la Méditerranée perd son importance. C'est dans un tel environnement qu'il nous a fallu développer des partenariats actifs entre l'Europe et la région méditerranéenne ».



Le président de l'ITO souligna que la Déclaration de Barcelone, initiée par l'UE en 1995 et l'idée de l'Union pour la Méditerranée signée au mois de juillet dernier à Marseille sont des avancées vers une même perspective, et que l'Ascame avait déjà affirmé le besoin de cette union il y a 25 ans, et l'a mise en place concrètement.

Le partenariat protège tous ses membres

« Je peux dire aujourd'hui avec fierté que la graine de ce partenariat, semée il y a 25 ans, a donné naissance à un arbre qui a mûri et dont l'ombre recouvre désormais toute la région », a dit Yalçintaş. En tant qu'Ascame, il a fait savoir que les entrepreneurs et membres de la Méditerranée ont développé des projets communs et que la principale avancée a été faite avec l'UE.

« Nous débutons le programme Invest in Med avec un budget de 12 millions d'euros, dans la région Euro-Med avec l'Eurochambre, l'Ascame et l'Anima. Malheureusement, la Méditerranée n'est pas une structure homogène et elle connaît, en matière économique, des différences entre le Sud et le Nord. Notre objectif est de diminuer les différences entre ces deux régions et nous nous efforçons de rendre prospères les deux rives de la Méditerranée, de les unir dans un cadre de développement économique. C'est avec fierté que je dis que nous avons gagné beaucoup d'expérience en 25 ans, nous avons créé beaucoup d'amitiés et accumulé beaucoup de savoirs. C'est à partir de maintenant que toutes ces expériences vont porter leurs fruits. »

Les relations Méditerranée-États-Unis vont être développées

Le président Dr Yalçintaş a annoncé la décision de préparer de nombreuses organisations pour la prochaine période. Il a donné l'exemple de l'organisation d'une foire de la région méditerranéenne, semblable à la Foire du Livre de Francfort, ainsi que la promotion de l'huile d'olive. Parmi les nouvelles activités, les actions de lobbying envers Washington ont une grande importance et des réunions vont être organisées avec les sénateurs et les membres du Congrès américain.



Le réseau ferré d'Istanbul en pleine mutation

(lire la suite page IV)



« L'économie turque face au ralentissement brutal de la croissance mondiale »

Le 14 novembre, l'Association des hommes d'affaires et des industriels turcs (Tüsiad) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ont organisé une conférence réunissant des chercheurs, des économistes de France et de Turquie, le ministre de l'Industrie Zafer Çağlayan et la présidente de la Tüsiad, Mme Arzu Doğan Yalçındağ, afin de parler des relations entre la France et la Turquie ainsi que de l'écono-

mie turque face à la crise.

Le ministre de l'Industrie a rappelé que la France est un des plus grands partenaires de la Turquie, étant le quatrième pays exportateur de la Turquie, et le sixième pays importateur, mais, selon lui, les chiffres commerciaux dans les relations entre la Turquie et la France ne reflètent pas le potentiel existant. Le plus grand obstacle

(lire la suite page III)

Turquie – Espagne : partenaires et complémentaires

Le 25^e anniversaire de l'Ascame à Barcelone a été l'occasion de rencontrer une nouvelle fois l'ambassadeur de Turquie en Espagne, S.E. Ender Arat qui, comme à son habitude, a accepté très aimablement de répondre à nos questions.



(lire la suite page II)

L'époque du sarko-socialisme en Europe ?

Alors que la crise financière mondiale née aux États-Unis n'influait pas l'économie de l'Europe, elle a rejailli sur l'UE en septembre 2008 en raison d'un problème mondial de liquidités. Arriva ainsi la nationalisation de la banque B&B en Grande-Bretagne et un programme de sauvetage de 11 milliards d'euros pour l'une des plus grandes banques d'Europe, Fortis. Les charges financières d'ABN Amro, appartenant à la plus grande banque des Pays-Bas, Fortis, se sont accrues.

(lire la suite page III)

Les perspectives du tourisme turc

L'union des agences de voyages (Türsab) constitue l'autorité compétente dans ce secteur et dépend du ministère de la Culture et du Tourisme. Avec plus de 4000 membres, elle apporte une importante contribution au tourisme grâce



(lire la suite page IV)

Tailleur, un des plus vieux métiers d'Istanbul

Le métier de tailleur est l'un des plus anciens métiers de Turquie, surtout d'Istanbul. Si à l'origine, les tailleurs étaient arméniens, aujourd'hui les Turcs sont nombreux à exercer la profession avec succès, à l'image d'İzzet Polat,



(lire la suite page III)

L'Ascame* : un outil pour façonner la région méditerranéenne



Dans son discours d'ouverture de la 19e assemblée générale de l'Ascame, son président, le Dr Murat Yalçintaş, déclarait dans un français parfait : « Je suis méditerranéen et fier de l'être parce que nous représentons une région gigantesque, du détroit de Gibraltar à l'ouest aux côtes syriennes à l'est. Pour moi, c'est le centre du monde. » Et il terminait : « Il faut que nous soyons plus efficaces, plus actifs, et n'oublions jamais notre objectif qui est de créer des liens de coopération entre les hommes d'affaires méditerranéens. » Ce jeune président a su apporter à cette institution un grand dynamisme.

Les Chambres de commerce turques étaient nombreuses parce que la Chambre de commerce d'Istanbul préside l'Ascame, mais aussi parce que les Chambres de Turquie ont beaucoup de liens avec les pays méditerranéens et du Proche-Orient, dans lesquels les entreprises turques investissent.

« **Les activités de l'Ascame sont bénéfiques pour la Turquie** »

La Chambre de commerce de la région égéenne a choisi de rejoindre l'Ascame après que M. Yalçintaş en est devenu le président. M. Taşkın, son président, pense que les activités de cette institution sont bénéfiques pour la Turquie parce que les relations avec des pays comme l'Espagne, la France, l'Italie ou les pays du Maghreb sont renforcées par cette organisation. Pour Tamer Taşkın : « Izmir est la deuxième ville industrielle et portuaire de Turquie. En 2010, avec l'ouverture de nouveaux hôtels et de salles de congrès, la ville aura de nouvelles activités et



Tamer Taşkın

je pense qu'Izmir poursuivra sa candidature pour l'exposition mondiale car c'est aussi une ville touristique, entourée de lieux comme Éphèse, Didymes... »

Les coopérations commerciales contribuent à la paix entre les nations

Depuis un an et demi, Necdet Özer est le président du conseil d'administration de la Chambre de commerce de Denizli, qui est aussi membre de l'Ascame. Il nous dit : « Auparavant, nous n'entendions jamais le nom de l'Ascame mais, avec la présidence de Murat Yalçintaş, les choses commencent à changer en Turquie. Avec la dernière crise internationale, nous nous rendons compte de l'importance de telles structures. Du fait que nous soyons réunis sous le même toit, comme avec l'Ascame, nous pouvons prendre des décisions en commun et l'Ascame sera de plus en plus importante dans les années à venir. C'est une union difficile et c'est, d'ailleurs, pour cette raison que l'As-



Necdet Özer

come est importante : il ne faut pas voir les résolutions de conflits qu'en termes militaires, les coopérations commerciales contribuent à la paix entre les nations. »

L'Ascame est un investissement pour l'avenir

Bülent Karakuş, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Muğla, nous déclare : « Auparavant, l'Ascame n'était pas très active, mais aujourd'hui la situation dans le monde a changé, des blocs se sont formés, et si nous pouvons créer un bloc économique méditerranéen, nous serons plus performants dans la concurrence. J'ai participé aux réunions précédentes et je constate que l'institution s'est encore élargie grâce aux efforts de M. Yalçintaş et je crois que notre région pourra ainsi mieux concurrencer la Chine, l'Amérique et d'autres. Cette collaboration est donc un investissement pour l'avenir. »



Bülent Karakuş

*Ascame : Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée

* Hüseyin Latif

Turquie – Espagne... (Suite de la page 1)

Quelle est l'implication de la Turquie dans l'Ascame ?

Le siège de l'Ascame est à Barcelone, mais son président actuel est Murat Yalçintaş, le président de la Chambre de commerce d'Istanbul. L'Ascame avait préconisé une telle union, il y a 25 ans, et aujourd'hui cela se réalise. La Turquie en fait partie depuis le début, bien qu'Istanbul ne soit pas méditerranéenne mais sur un détroit, et c'est pourquoi on a donné récemment à Istanbul la présidence.

Quel est le rôle de l'Ascame dans l'évolution de la région ?

L'Ascame est une institution économique et commerciale. L'UE a été fondée à partir d'une union du charbon et de l'acier, il y a eu ensuite une communauté européenne, et enfin, petit à petit, elle a commencé à gagner une identité politique, qu'elle



ne possède pas encore totalement. C'est un géant économique et un nain politique qui évolue avec le temps et, lorsqu'il englobera toute l'Europe, il deviendra alors une force politique. L'intention de l'Ascame est totalement commerciale. Le processus de Barcelone a voulu harmoniser les pays de la région et, grâce au développement économique, souhaite contribuer au développement de la politique. Cependant, ce processus appelé aussi Euromed a connu quelques difficultés : entre les 22 pays, il a existé de grands problèmes. Le sujet le plus polémique est le problème israélo-palestinien. Avec l'Union pour la Méditerranée, il va y avoir des négociations, un secrétariat général, une présidence tournante... Nous sommes contraints d'établir des liens économiques étroits en raison de la crise.

Quelles sont les relations entre l'Espagne et la Turquie ?

La Turquie fait partie des onze pays cibles pour le marché espagnol, avec le Japon, l'Inde et d'autres et l'Espagne a même créé un fonds de 360 millions d'euro pour encourager ces relations. Le commerce entre ces deux pays dépasse 6 milliards d'euros et l'excédent est en faveur de la Turquie. Nous vendons les mê-

mes biens, du textile, des voitures, des autobus, des matériaux comme des hélices pour les éoliennes. Le 15 septembre, le Premier ministre Tayyip Erdoğan a invité son homologue espagnol M. Zapatero suite à l'alliance de civilisations et aux différentes relations entre les deux pays. M. Zapatero a lancé cette idée à Istanbul : « L'Espagne organise régulièrement des sommets avec le Portugal, l'Allemagne, la France, le Maroc et la Pologne, et elle aurait plaisir à réaliser la même chose avec la Turquie. » Cela va se concrétiser avec un sommet

qui sera organisé le 1er avril prochain à Istanbul. Les 2 et 3 avril, l'Alliance des Civilisations se réunira à Istanbul également. Les deux pays vont ainsi devenir des nations partenaires et complémentaires. L'Espagne est obligée de trouver de nouveaux marchés et derrière la Turquie, il y a le Caucase et l'Asie centrale. Nous sommes prêts à les appuyer là-bas, et eux sont prêts à nous aider en Amérique latine. Des entreprises espagnoles ont récemment investi en Turquie dans le secteur du ciment, des chemins de fer vont être construits en Turquie et la technologie espagnole se prête bien à ces travaux. L'avenir est très prometteur.

Pouvez-vous nous parler de l'implication de la Turquie dans l'Union pour la Méditerranée ?

Notre pays est important dans la Méditerranée puisque nous sommes à cheval sur plusieurs régions et avons donc des responsabilités à plusieurs niveaux. Nous ne pouvons pas ignorer ce projet d'union mais nos craintes viennent du fait que ce projet a été mal introduit au départ, car conçu comme une solution de rechange pour la Turquie. Nous n'avons pas besoin de cela, nous voulons être membres de l'UE. Nous y travaillons mais cela ne signifie pas que la Turquie ne survivra pas si elle n'y entre pas. La question est : « Est-ce que l'UE pourrait survivre ? ». L'Union pour la Méditerranée ne pouvait pas exister sans la Turquie, qui a donc été invitée.

*Mireille Sadège

« Prix du commerce Israël-Turquie 2007 »

Lors de cette cérémonie, organisée par l'attaché commercial d'Israël, à laquelle assistaient le conseiller prioritaire du Premier ministre d'Israël et ministre de l'Industrie, du Commerce, du Travail et de la Communication Ehud Olmert et le ministre turc du Commerce et de l'Industrie, Ali Coşkun, l'ambassadeur d'Israël à Ankara, Gavvy Levy, a précisé que les deux pays partageaient beaucoup de choses.

L'attaché commercial d'Israël, Doron Abrahami, a déclaré que le commerce entre les deux pays a augmenté de 30 % lors des neuf premiers mois de l'année. Quant au ministre Coşkun, il a affirmé que « [...] lors des réunions, les avancées positives des deux pays sur des sujets communs montrent que les relations vont se renforcer. » Arie Cal, attaché commercial d'Israël, a fait savoir que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays avait dépassé 1,5 milliard de dollars. Après les discours, les entreprises turques les plus



actives avec Israël ont été récompensées : ce sont Zorlu Enerji, Kültaş Tarım, Kimberly Clark, Nepa, Yusuf Levyi Halefi Hari Levyi ve Ortağı, Elektromaks Elektronik, Elbit Systems, Advansa Sasa, GE Healthcare Turkey, Hazera Tohumculuk, Iscar Kesici, Netafım Türkiye, Nilit-Turkey, Turpak Elektromanyatik Yakıt İkmal Sistemleri, Rotem Kimyevi Maddeler, Med İlaç, Tosaf Plastik et VeriFone Elektronik.

L'Adec-NS de Toulouse à Istanbul



Gilbert Salinas

L'Adec-NS est l'Agence de développement économique et culturel Nord-Sud, association à but non lucratif localisée dans le sud-ouest de la France. Elle permet l'accès aux informations et aux marchés potentiels pré-

sents sur le secteur méditerranéen. L'agence envoie également à l'étranger des étudiants de cycle supérieur pour réaliser des stages en entreprise, certains s'occupant de villages d'enfants, d'autres luttant contre le sida. Du 23 au 26 novembre 2008, une mission de chefs d'entreprises, universitaires et membres de la société civile toulousaine s'est rendue à Istanbul pour permettre un rapprochement et engager des échanges économiques avec ses homologues turcs. Organisé par l'Adec-NS de Toulouse, présidée par Monsieur Gilbert Salinas, et encadré par le gouvernement turc, ce voyage est le premier à être organisé depuis le Midi-Pyrénées vers Istanbul. Après les visites d'usage, chaque entreprise a eu ses rendez-vous, et tous ont été invités à dîner par le Consul général de France à Istanbul

L'époque du sarko-socialisme en Europe ? (Suite de la page 1)

Lors de la présidence française, les dirigeants des 15 pays de la zone euro se sont réunis en urgence le 12 octobre pour prendre des mesures face à la crise financière internationale. Le transfert de capitaux aux banques en difficulté, le transfert de liquidités aux dettes bancaires à travers la garantie des billets de trésorerie et l'augmentation de la partie des dépôts de banque sous la garantie de l'État ont été les sujets débattus lors de la réunion et ces décisions prises par la zone euro vont être élargies aux 27 pays membres de l'UE. Les résultats de ce sommet ne sont pas seulement économiques, mais aussi politiques : les dirigeants de l'UE voient les États-Unis comme l'origine de cette crise et souhaitent que ces derniers en assument les responsabilités. Ils vont même plus loin en affirmant que la fin de cette crise peut mettre fin au monde unipolaire, et qu'ils ressentent le besoin d'un nouvel ordre politique.

Cependant, les points de vue de l'Allemagne, qui possède la plus puissante économie européenne, et du président Sarkozy sont contradictoires sur ce point : par exemple, l'Allemagne est contre le programme de sauvetage de 300 milliards d'euros et lance même l'idée que « chaque pays doit trouver sa propre solution ». Il est très naturel que le problème de leadership au sein de l'UE dans le passé refasse surface lors d'une crise de ce genre. Sarkozy, qui avait perdu sa popularité et la confiance de ses électeurs avant la crise, a vu sa cote remonter de 40 % à 47 % selon un sondage CSA pour le journal le Parisien, et ceci grâce à sa position face à la crise.

Le deuxième plus grand problème dans l'UE est la dégradation des normes des pays de l'Union qui compte 27 pays depuis l'élargissement de 2004. Les volumes définis par les critères de Maastricht changent sérieusement de proportions selon les pays, c'est-à-

dire que les différences entre l'Allemagne et la Slovaquie ou la France et la Grèce peuvent détériorer les effets de la politique financière commune.

D'autre part, on retrouve le FMI à la tête des institutions que l'UE sollicite. Le FMI est une institution fondée en 1944 après la Seconde Guerre mondiale, sous la direction des États-Unis. Avec leur quota de 17 %, les États-Unis ont soutenu les pays européens ruinés par la guerre. Cependant, il est difficile de penser que le FMI soit revu et devienne à nouveau un centre de crédit et de contrôle, parce qu'un pied des États-Unis est désormais blessé et l'aide du FMI peut ne jamais se faire.

Un autre appel à la collaboration a été lancé par l'UE aux pays asiatiques : 27 pays européens et 16 pays asiatiques se sont réunis lors du sommet Asie-Europe le mois dernier. La Chine, quatrième économie mondiale, recevait ce sommet et en était l'invité d'honneur. La Chine et les autres pays asiatiques du Sud-Est ont traversé la crise de 1997 avec succès, et ont ainsi réussi à former leur politique et leur intégration économique (différentes du capitalisme à l'occidentale). Bien que l'on ait fait un appel au partenariat économique lors du sommet, il était clair que la véritable volonté était l'aide de la Chine. Une décision de mobilisation commune a été prise lors du sommet mais, malheureusement, il n'y a eu aucune proposition concrète et il est certain que les pays asiatiques ne sont pas très volontaires pour une collaboration. Pourvu que la raison ne soit pas le chamboulement des économies de l'Extrême-Orient par la crise financière de 1997 due aux pays occidentaux qui les ont ensuite délaissés.

Malgré toutes ces recherches de solutions, le tableau économique de l'Europe se dégrade et la mise en garde envers une croissance

nulle pour l'Europe par Günther Verheugen en est un exemple. Un autre exemple est l'avertissement par le directeur de l'Institut de l'économie mondiale, Thomas Straubhaar, d'un chômage qui monterait à 8 % en Europe. Le ministre allemand de l'Économie, Peer Steinbrueck, pense que les marchés financiers mondiaux peuvent s'écrouler à tout moment.

Le président Sarkozy crée des fonds publics pour empêcher que les entreprises stratégiques en difficulté ne tombent dans les mains des « étrangers » et critique les États-Unis pour avoir laissé Lehman Brothers s'écrouler. Que se passe-t-il en Occident, où l'on défendait à chaque moment la mondialisation ? Qu'en est-il des allégations sur les privatisations que le FMI et l'UE ont imposées à la Turquie ? L'État n'avait-il pas de place dans le marché libre ? Dans un article publié le 24 octobre par le site d'informations Deutsche Welle, on parle du début de la période « sarko-socialiste » en France, terme qui n'est pas si injustifié.

Alors que les secteurs de l'automobile, du bâtiment et du tourisme vivent une période difficile en France et que la production industrielle chute rapidement, les décisions radicales prises pourront peut-être permettre à Sarkozy d'être réélu, mais il n'est pas sûr que l'UE surmonte la crise financière mondiale.

Il semble que la mondialisation a pris le dessus sur le capitalisme et que les crises ne sont plus seulement régionales. Si les États-Unis parviennent à surmonter la crise, le système mondial pourra tenir debout, mais s'ils ne parviennent pas à remettre sur pied leur économie, ils ramperont comme ceux qui restent à l'arrière.

* Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Bakant

Tailleur, un des plus vieux métiers d'Istanbul (Suite de la page 1)

qui entra dans la profession en 1967. Mustafa Adaklı, son contremaitre, nous accueille dans son atelier situé à Beyoğlu.

De nos jours, les gens préfèrent faire leurs achats dans les grands magasins et une grande concurrence agite les marques de vêtements. Maître İzzet accepte l'idée que les vêtements sur mesure se vendent moins à notre époque, mais il ajoute que « ce métier ne disparaîtra pas avec le temps ». Même si le secteur stagne suite au développement du prêt-à-porter, les produits faits à la main commencent à devenir une manière de se vêtir de premier ordre. Parce que les tailleurs prennent les mesures des clients et préparent la tenue après avoir réalisé plusieurs essais, les produits siéent mieux à ceux qui les portent. « Notre métier est artistique, puisque nous réalisons des tenues propres à chaque personne, et nous le faisons avec minutie » précise-t-il. Selon lui, la Turquie est le premier pays dans le secteur du vêtement sur mesure, devant la Grèce. Les experts d'ici se rendent dans les pays où le secteur se développe, en France et en Grande-Bretagne par exemple, pour y former des apprentis.



« L'économie turque face... » (Suite de la page 1)

dans le développement du commerce entre ces deux pays est le problème des visas que rencontrent les hommes d'affaires turcs. « Le gouvernement français doit être plus souple sur ce sujet, je souhaite qu'il retire la nécessité d'un visa pour les hommes d'affaires » a déclaré Zafer Çağlayan avant d'ajouter : « Il s'agit là d'un obstacle technique pour le commerce entre les deux pays, et cela perturbe la concurrence ».

Le ministre de l'Industrie a poursuivi son intervention en abordant le sujet de la crise financière mondiale, dont les effets se font ressentir aussi en Turquie : « Nous ressentons les effets de la crise, mais nous avons retenu la leçon des crises passées. Nous avons mis en place des sécurités pour renforcer notre secteur financier et c'est la raison pour laquelle la Turquie affronte cette crise financière mondiale de façon beaucoup plus forte. De nombreux indices économiques de la Turquie sont en-dessous des critères de Maastricht, la Constitution économique de l'UE, et sont donc très bons. Je suis persuadé que la politique financière de notre gouvernement et la rigueur dans le budget seront des outils permettant de mieux gérer la situation. »

Selon Zafer Çağlayan, la Turquie peut compter sur un secteur bancaire solide, car celui-ci s'est renforcé suite aux restructurations qui

ont suivi la crise de 2001. Le ministre a fait savoir que la Turquie a la particularité d'être un lieu d'investissement, de production et de services pour les pays de l'UE, tout en ajoutant que « la Turquie est le port le plus sécurisé pour les investisseurs et les entrepreneurs pendant cette crise mondiale dont on ne sait pas jusqu'où elle ira. » Il a expliqué que la Turquie est un élément de stabilité parce qu'elle est un pont entre l'Ouest et l'Est et parce qu'elle représente aussi un corridor sécurisé dans le transport des sources d'énergies de l'Asie centrale et du Caucase vers l'Ouest.

Zafer Çağlayan a ensuite rappelé que la Turquie se donnait tous les moyens d'arriver à son objectif d'adhésion entière à l'UE. Selon lui, il n'y a pas de retour possible et la Turquie sera forcément membre de l'Union, « parce que l'adhésion de la Turquie ne représente pas seulement des avantages pour la Turquie, mais aussi pour l'UE. La Turquie fera gagner un nouveau dynamisme à l'UE avec son importante production industrielle, sa population jeune et qualifiée et sa culture qui assurera l'intégration. Ce dynamisme profitera à la Turquie, à la France et à l'UE » a-t-il spécifié.

Lors de cette conférence, Yves Zlotowski, chef économiste au sein de la Coface, a aussi pris la parole pour parler des effets de la crise

en Turquie. « La crise financière mondiale a entraîné une crise de change qui touche également la Turquie. Un change flexible permet à l'économie de moins subir cette crise et c'est pourquoi la Turquie ne subira peut-être pas la récession ; elle connaîtra simplement un ralentissement économique certain, mais qu'on ne peut prévoir. » En matière de liquidités, la situation n'est pas vraiment mauvaise, mais elle pourrait très vite se détériorer, selon Yves Zlotowski, car les entreprises turques ont beaucoup de dépôts en dollars dans les banques et le risque serait une crise de confiance et des retraits massifs. Ainsi, selon lui, le canal des liquidités n'est pas en mauvaise situation : « Le canal le plus dangereux pour la Turquie est le canal du resserrement du crédit (crédit crunch). On risque d'avoir des cessations de paiement, voire des faillites, qui vont coûter très cher. Néanmoins, il y a une bonne nouvelle : les entreprises paient bien, elles finissent toujours par payer, habituées qu'elles sont à subir des chocs qu'elles gèrent mieux que des entreprises d'autres pays qui ne sont pas habituées aux crises », a-t-il précisé avant d'ajouter que les entreprises turques sont transparentes et qu'il y a une capacité juridique dans ce pays à aider au règlement des dettes. L'indice sur l'environnement des affaires est plutôt favorable.

* Ilker Birkan

« Ceux qui commencent comme apprentis deviennent auxiliaires par la suite, puis s'élèvent au rang de contremaitre avant de devenir maître, ou même un maître qui a sa propre boutique. Le maître İzzet confie qu'il est redevable aux Arméniens pour le savoir-faire qu'il a acquis des maîtres de la génération précédente. Toutefois, un savoir-faire n'est pas suffisant pour produire un bon vêtement, « le tissu et le savoir-faire se complètent ; si l'un des deux est mauvais, il manquera toujours quelque chose » dit-il. Pour lui, les meilleurs tissus se trouvent chez İliya Gülerşen. Le contremaitre Mustafa ajoute qu'un « tissu de bonne qualité est reconnaissable après être passé sous leur fer à repasser de 8,5 kilos ».

Une veste et demie est réalisée chaque semaine ici, à l'aide d'une aiguille de 2 cm. Les costumes sont livrés au bout d'une semaine ou deux au maximum. Pour ceux qui n'ont pas le temps de venir à deux essayages, on prend leurs mesures après avoir cousu un premier costume. Si le poids de la personne n'a pas changé, on réutilise les mêmes mensurations. Les mesures peuvent être prises aussi au domicile du client.

İzzet Polat
İstiklal Cad. Sahne sokak, Ali Han Kat: 4 No: 408 Beyoğlu
Tel. 0212 243 00 32

* Ilker Birkan

Les perspectives du tourisme turc (Suite de la page 1)

notamment à sa présence et ses contrôles du fonctionnement des agences de voyages. Nous avons rencontré son président, Başaran Ulusoy, qui nous parle du secteur du tourisme en Turquie.

Combien de touristes ont visité la Turquie cette année jusqu'à octobre ? Quels sont les revenus du tourisme de la Turquie durant cette période ?

Durant les 9 premiers mois de l'année 2008, de janvier à septembre, le nombre de touristes a été de 21 millions et demi, augmentant ainsi de plus de 13 % par rapport à la même période de l'année dernière.

En ce qui concerne les revenus, selon les données des six premiers mois de l'année 2008 communiquées par le ministère de la Culture et du Tourisme et le TUIK, ils sont de l'ordre de quasiment 6 milliards de dollars, en croissance de 29,3 %.

Lorsque l'on ajoute les revenus apportés par les citoyens turcs qui vivent à l'étranger, le total des entrées du tourisme atteint 7 milliards et demi de dollars, avec un taux de croissance de 26,8 %.

Même si l'on ne peut pas encore comparer avec les données concernant le tourisme international, nous pensons que la Turquie figurera parmi les 10 premiers pays du monde selon les revenus du tourisme.

Quelle est la capacité touristique de la Turquie ? Quels sont ses atouts par rapport aux autres pays ?

De nos jours, la Turquie est une force concurrentielle supérieure, dynamique, développée, comparée aux normes mondiales et à ses concurrents. Elle dispose d'une telle industrie touristique selon les indices généraux ;

- Une capacité de 520 000 lits avec certificats d'exploitation du ministère de la Culture et du Tourisme, 400 000 avec des certificats municipaux, donc un total de 920 000 lits,

- 216 avions et une capacité de 40 000 sièges environ appartenant à Turkish Airlines et aux compagnies privées,

- 48 aéroports d'une capacité de 50 millions de voyageurs, dont 16 ouverts aux vols internationaux,

- 28 marinas qui disposent d'une capacité de 8800 yachts,

- 9000 guides à cocarde et 5559 agences de voyages.

La Turquie dispose de ressources naturelles, d'un héritage historique, d'une richesse de valeurs culturelles, d'une culture vivante et d'autres éléments attirants. Elle propose des offres originales et des produits séduisants qui s'adressent à des segments de demande très variés.

Comparé à ses concurrents du bassin méditerranéen et aux autres, la Turquie possède une industrie de logement moderne. En plus des attraits touristiques de la richesse extraordinaire de la Turquie, elle propose des services et des biens supérieurs, tant pour le prix que pour le rapport qualité-prix, par rapport à ses concurrents.

La Turquie est un pays hospitalier où les touristes se sentent tranquilles. C'est une destination riche à la fois de ses traditions et de sa modernité et la synthèse qui en ressort séduit les touristes.

Est-ce que la crise actuelle qui bouleverse toutes les économies du monde influera sur le tourisme turc ?

Comme pour tous les secteurs et le monde entier, nous sommes contraints de faire une analyse tenant compte des effets possibles

de la crise économique mondiale sur nos prévisions et nos attentes pour l'année 2009 en ce qui concerne le tourisme en Turquie. La crise commencée aux États-Unis, et qui s'est répandue en Europe fait craindre un ralentissement dans l'économie mondiale et un resserrement du marché du voyage.

On peut s'attendre à une orientation vers une restriction des dépenses des consommateurs, notamment dans le marché du tourisme de masse, parmi les classes moyennes et populaires qui peuvent être influencées par les évolutions possibles du marché du tourisme et du voyage. Dans ces conditions, le coût des vacances, le niveau des prix et le rapport qualité-prix prennent plus d'importance que d'habitude.

Je souhaite souligner tout de même qu'à cette étape, il n'existe pas de données qui pourraient dresser une corrélation entre les indices relatifs au développement du tourisme et la crise.

Bien que l'on puisse observer, en raison des conditions du marché fluctuantes, des hauts et des bas dans la vitesse de croissance pour l'année 2009 et la prochaine période dans le tourisme de notre pays, je suis d'avis que la Turquie continuera à préserver une augmentation générale grâce à ses prix et au bon rapport qualité-prix des prestations qu'elle propose.

Selon cette perspective, notre objectif pour 2009 est de maintenir la vitesse de croissance de cette année. Le savoir que notre secteur du tourisme a capitalisé jusqu'à aujourd'hui permettra de vaincre les problèmes qui pourraient surgir, grâce à sa résistance et son expérience. Je pense que le tourisme de la Turquie poursuivra ses évolutions dans le sens de ses objectifs.



Quels sont les rapports entretenus avec les touristes français ? Que peut-on faire pour améliorer cette situation ?

En 2006, 657 859 Français ont visité la Turquie, et ce chiffre a augmenté de 16,77 % en 2007, atteignant 768 168.

La tendance à l'augmentation en 2008 des visiteurs français qui viennent en Turquie a été maintenue, et l'augmentation durant les 8 premiers mois de l'année par rapport à l'année précédente est de 15,22 %. Malgré cette tendance à l'augmentation, je pense que le nombre de visiteurs français en Turquie est inférieur à ce qu'il devrait être.

La Turquie attache de l'importance à l'évolution de ses relations touristiques avec la France, et fait beaucoup d'efforts dans le cadre de ses possibilités.

Cependant, je pense que la position négative – et incompréhensible – de la France vis-à-vis de la Turquie sur des sujets sensibles et pendant le processus de partenariat d'adhésion à l'UE, produit des effets négatifs sur le tourisme. C'est pourquoi je pense qu'il serait préférable que les autorités françaises changent leur position et fassent des efforts afin de développer les relations touristiques et culturelles entre la France et la Turquie.

Je souhaite souligner que l'Union des Agences de voyage de Turquie (TÜRSAB) est très soucieuse de maintenir de bonnes relations entre les deux pays.

* Propos recueillis par Hasan Latif et Kemal Belgin

Le réseau ferré d'Istanbul en pleine mutation (Suite de la page 1)

Yalçın Eyigün est le directeur des voies ferrées de la ville d'Istanbul. Diplômé en ingénierie civile en 1995, il entra en 1997 à la Direction du réseau ferré de la ville où il occupa plusieurs postes avant d'en devenir le directeur. Atila Alkan a travaillé d'abord à la Direction de la circulation de la métropole d'Istanbul, avant de devenir le directeur de la planification des transports. Eyigün et Alkan nous ont parlé du nouveau visage d'Istanbul.



Pouvez-vous nous parler des travaux qui ont lieu sur le réseau ferré d'Istanbul ?

Actuellement, la longueur du réseau de voies ferrées à Istanbul est de 138 km, dont 72 destinés aux trains de banlieue. Le réseau est donc long de 66 km et notre objectif est de dépasser les 500 km en 2023, la direction de la planification des transports prévoyant un plan de 532 km. Une ligne de 60 km est encore en construction, ainsi que le projet Marmaray, chantier lancé par le ministère des Transports, et une nouvelle ligne de 44 km. En 2009, 60 km seront terminés et, en 2013, la longueur du réseau d'Istanbul sera de 300 km avec Marmaray. Entre 2013 et 2023, nous construirons des lignes secondaires qui relieront les grandes lignes.

Quelles ont été les difficultés en termes de financement et de technologie ? Qui finance ces projets ?

Y.E : Les capitaux sont très importants. Auparavant, la construction des voies se faisait lentement, parce que le coût est élevé et parce qu'il faut obtenir des autorisations préliminaires. Désormais, nous réglons le problème grâce à des crédits étrangers car l'argent qui est dans les caisses est consacré

à des projets sociaux et qu'on ne veut pas trop peser sur le budget principal. Avant les crédits étrangers, on planifie la période de remboursement. Une autre difficulté est de s'efforcer à intégrer le réseau dans la ville. En Europe, les voies ont été construites en même temps que la ville alors que le réseau stambouliote est peu utilisable, il est difficile techniquement de mettre en place de nouvelles lignes. Nous rencontrons des problèmes pour passer sous d'anciens immeubles et parfois nous rencontrons des vestiges archéologiques sous terre, c'est pourquoi nous travaillons avec des archéologues ; 30 millions de YTL ont été dépensés pour préserver les vestiges de la ligne Taksim-Yenikapı ; nous n'avons causé aucun dégât au site mais cela nous a fait perdre beaucoup de temps. Pour la première ligne de métro (Taksim-Levent), 180 millions d'euros ont été nécessaires. 700 millions d'euros vont être investis dans les lignes 4, Levent-Ayazağa et Üsküdar-Ümraniye. Nous achetons 80 rames de métro à l'entreprise française Alstom et nous utilisons un crédit de 78 millions accordé par des banques françaises, la Société Générale et Kalyon.

Y a-t-il un pays que vous suivez technologiquement ?

Y.E : Le seul avantage de notre retard dans ce domaine est la possibilité de suivre les dernières technologies. Nous pouvons appeler toutes les grandes entreprises spécialisées du monde et choisir la plus appropriée pour notre budget, notre réseau et notre ville. En général, nous mettons en avant les normes européennes, donc nous utilisons des équipements européens. Nous travaillons avec les Français comme Alstom pour le projet Marmaray.

Le but des lignes de métro est de faciliter les transports en commun à Istanbul. Comment cela s'organise-t-il, par exemple pour les correspondances avec les bateaux ?

La Direction de la planification des transports de la municipalité assume l'organisation, son objectif étant d'assurer une coordination harmonieuse. Nous n'avons pas de système idéal aujourd'hui, mais nous voulons faire quelque chose de grandiose. Il y a 5 ans, le rail représentait 4 % du trafic de voyageurs et, aujourd'hui, nous sommes à 9 % et notre objectif est de le monter à 45 % comme à Tokyo, Paris ou Londres.

Avez-vous pris exemple sur d'autres villes ?

Il n'y a pas de grands exemples de métro dans le monde et chaque ville construit son système de métro selon ses besoins. Nous les examinons donc tous parce que nous voyons les bons et mauvais côtés de chacun d'entre eux, mais je ne peux pas dire qu'on prenne l'exemple de telle ou telle ville, Istanbul a besoin de sa propre solution, en s'inspirant de tous.

Qui exploite les lignes terminées ?

Notre mairie a une entreprise pour construire les voies ferrées, Ulaşım A.Ş., dont la fonction est d'exploiter les lignes terminées. La municipalité en a le contrôle, permettant de suivre les développements ainsi que les incidents.

Nous travaillons ainsi mieux pour les nouvelles lignes...

Quand verra-t-on Istanbul sans problème de circulation ?

On peut penser à une Istanbul sans problème en 2012, époque où, selon nos prévisions, nous aurons atteint l'objectif des 300 km.

* Propos recueillis par Mireille Sadège et Inci Kara